

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION 1969-1970

25 MARS 1970

PROJET DE LOI

relatif au remembrement légal de biens ruraux.

PROJET TRANSMIS
PAR LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

CHAPITRE I.

Notions générales.

Article premier.

Afin d'assurer, dans l'intérêt général, une exploitation plus économique des biens ruraux, il peut être procédé, conformément aux dispositions de la présente loi, au remembrement de terres morcelées et de terres dispersées.

Le remembrement tend à constituer des parcelles continues, régulières, aussi rapprochées que possible du siège de l'exploitation et jouissant d'accès indépendants.

Le remembrement peut être accompagné de la création et de l'aménagement de chemins et voies d'écoulement d'eau et de travaux d'amélioration foncière, tels des travaux d'as-

R. A. 8295.

Voir :

Documents de la Chambre des Représentants :

250 (1969-1970) :

- N° 1 : Projet de loi.
- N°s 2 à 5 : Amendements.
- N° 6 : Rapport.
- N° 7 : Amendement.

Annales de la Chambre des Représentants :

24 et 25 mars 1970.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1969-1970

25 MAART 1970

ONTWERP VAN WET

op de ruilverkaveling van landeigendommen
uit kracht van de wet.

ONTWERP OVERGEZONDEN DOOR DE KAMER
VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

HOOFDSTUK I.

Algemene bepalingen.

Artikel 1.

Ten einde in het algemeen belang tot een betere economische exploitatie van de landeigendommen te komen, kan, overeenkomstig de bepalingen van deze wet, overgegaan worden tot ruilverkaveling van versnipperde en verspreid liggende gronden.

Ruilverkaveling beoogt het vormen van aaneensluitende en regelmatige kavels die zo dicht mogelijk bij de bedrijfszetel zijn gelegen en een eigen uitweg hebben.

Ruilverkaveling kan gepaard gaan met aanleg en verbetering van wegen en afwateringen en met grondverbeteringswerken, zoals drooglegging, bevoeding, effening en

R. A. 8295.

Zie :

Stukken van de Kamer van Volksvertegenwoordigers :

250 (1969-1970) :

- N° 1 : Wetsontwerp.
- N°s 2 tot 5 : Amendementen.
- N° 6 : Verslag.
- N° 7 : Amendement.

Handelingen van de Kamer van Volksvertegenwoordigers :

24 en 25 maart 1970.

sèchement, d'irrigation, de nivellement et de défrichement, ainsi que de travaux d'aménagement des sites et de travaux d'adduction de l'eau et de l'électricité.

Avec l'accord des propriétaires, usufruitiers et preneurs intéressés, le remembrement peut être accompagné d'autres améliorations rendues nécessaires par la restructuration foncière ou par la réorientation de la production, tels la démolition, la construction, l'agrandissement, l'amélioration et le raccordement au réseau électrique et à la distribution d'eau de bâtiments de ferme, y compris les locaux d'habitation, ainsi que l'adduction de l'eau et du courant électrique dans les prairies et pâtures.

Art. 2.

Ne sont pas compris parmi les biens à remembrer :

1° d'une façon générale, tous immeubles que le Ministre de l'Agriculture décide d'exclure de l'opération de remembrement en raison de leur utilisation ou de leur destination, qui les rend impropres à une affectation agricole ou donne à celle-ci un caractère précaire;

2° les sites classés par arrêté royal en vertu de la loi du 7 août 1931, sauf autorisation de la Commission royale des Monuments et des Sites.

Art. 3.

Dans la présente loi, on entend par :

« Propriétaire », tout propriétaire ou nu-propriétaire de terres ou de bâtiments compris dans l'ensemble des biens à remembrer;

« Exploitant », toute personne qui exploite une parcelle dans l'ensemble des biens à remembrer, soit à titre de propriétaire, d'usufruitier, d'emphytéote ou de superficiaire, soit avec le consentement de l'un de ceux-ci;

« Ancienne parcelle », toute parcelle telle qu'elle existe avant le remembrement;

« Nouvelle parcelle », toute parcelle du nouveau lotissement, qu'elle ait subi ou non une modification, qu'elle ait changé ou non de propriétaire ou d'exploitant;

« Plan parcellaire », un plan comprenant l'ensemble des anciennes parcelles et des biens faisant partie du remembrement;

« Plan de relotissement », un plan comprenant l'ensemble des nouvelles parcelles et des biens faisant partie du remembrement;

« Bloc », l'ensemble des parcelles bâties ou non bâties, ainsi que les chemins et voies d'écoulement d'eau qui font partie du remembrement;

« Juge », le juge de paix de celui des cantons sur le territoire duquel est située la partie du bloc qui est relativement la plus grande.

CHAPITRE II.

Des formalités préalables.

Art. 4.

Le Ministre de l'Agriculture peut, après consultation du ministre ayant l'aménagement du territoire dans sa compé-

ontginning, evenals met werken van landschapszorg en met werken voor water- en elektriciteitsvoorziening.

Met de instemming van de belanghebbende eigenaars, vruchtgebruikers en pachters kan de ruilverkaveling ook gepaard gaan met andere verbeteringen noodzakelijk gemaakt door de wijzigingen in de landinrichting of door de heroriëntering van de produktie, zoals sloping, optrekking, vergroting, verbetering en aansluiting op het electriciteits- en waterleidingsnet van hoevegebouwen, woonvertrekken inbegrepen, alsmede water- en electriciteitsvoorziening in weiden en graslanden.

Art. 2.

In een ruilverkaveling worden niet opgenomen :

1° in het algemeen, alle onroerende goederen welke door de Minister van Landbouw uit de ruilverkavelingsverrichting worden geweerd wegens het gebruik of de bestemming ervan, waardoor zij ongeschikt zijn voor de landbouw of indien hun geschiktheid hiervoor onzeker is.

2° de bij koninklijk besluit krachtens de wet van 7 augustus 1931 geklasseerde landschappen, behoudens machtiging van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen.

Art. 3.

Deze wet verstaat onder :

« Eigenaar », ieder eigenaar of blote eigenaar van gronden of van gebouwen die deel uitmaken van het geheel van de bij de ruilverkaveling betrokken goederen;

« Gebruiker », hij die ofwel als eigenaar, vruchtgebruiker, erfpachter of opstalhouder ofwel met de toestemming van een dezer, een kavel exploiteert welke deel uitmaakt van het geheel van de bij de ruilverkaveling betrokken goederen;

« Vroegere kavel » elke kavel in zijn toestand vóór de ruilverkaveling;

« Nieuwe kavel », elke kavel uit de nieuwe verkaveling, ongeacht of hij al dan niet is gewijzigd en ongeacht of hij al dan niet aan een ander eigenaar of gebruiker is toegewezen;

« Kavelplan », een plan dat het geheel van de vroegere kavels en van de bij de ruilverkaveling betrokken goederen omvat;

« Herverkavelingsplan », een plan dat het geheel van de nieuwe kavels en de bij de ruilverkaveling betrokken goederen omvat;

« Blok », het geheel van de gebouwde of ongebouwde kavels, evenals de wegen en afwateringen die bij de ruilverkaveling zijn betrokken;

« Rechter », de vrederechter van dat kanton waarin het betrekkelijk grootste gedeelte van het blok is gelegen.

HOOFDSTUK II.

Voorafgaande formaliteiten.

Art. 4.

De Minister van Landbouw kan, na raadpleging van de minister tot wiens bevoegdheid de ruimtelijke ordening be-

tence, décider qu'il sera procédé à une enquête sur l'utilité du remembrement de l'ensemble des biens qu'il délimite provisoirement.

Cette décision est prise soit d'office, soit à la demande d'au moins vingt exploitants ou propriétaires intéressés.

Art. 5.

L'enquête commence par l'établissement des documents suivants :

1° un plan parcellaire auquel sont annexés des tableaux indiquant par parcelle, selon les indications cadastrales : le nom et l'adresse du propriétaire et de l'usufruitier et la superficie de la parcelle, ainsi que, selon les renseignements fournis par le propriétaire, l'usufruitier ou le bailleur, le nom et l'adresse des exploitants avec indication des superficies exploitées;

2° le cas échéant, une description sommaire avec une estimation du coût des travaux à effectuer et une indication de la partie des frais d'exécution du projet de remembrement pouvant incomber aux propriétaires et usufruitiers, compte tenu des dispositions de l'article 47.

Les propriétaires, usufruitiers ou bailleurs sont tenus, à la demande du Ministre de l'Agriculture ou de son délégué, de communiquer, dans les quinze jours, les nom et adresse des exploitants, les superficies totales occupées par chacun d'eux et tous autres renseignements qui lui paraissent utiles; sinon, le Ministre de l'Agriculture ou son délégué peut effectuer les recherches nécessaires, aux frais des propriétaires, usufruitiers ou bailleurs défaillants.

Art. 6.

Ces documents sont soumis à enquête publique pendant trente jours à la maison communale des communes sur le territoire desquelles sont situés les biens compris dans le plan parcellaire.

Le dépôt est annoncé par voie d'affichage dans les communes intéressées.

Les propriétaires, usufruitiers et exploitants mentionnés aux tableaux sont avisés de ce dépôt par lettre recommandée à la poste par les soins du Ministre de l'Agriculture ou de son délégué.

L'avis mentionne les jours, heures et lieu où les observations et réclamations des intéressés peuvent être reçues, conjointement ou non, par le bourgmestre, éventuellement remplacé par un échevin délégué, et par un délégué du Ministre de l'Agriculture.

Tous travaux qui, à dater de cet avis, jusqu'à l'institution du comité de remembrement ou jusqu'à la décision du Ministre de l'Agriculture qu'il n'est pas utile de procéder au remembrement, seraient exécutés en violation des dispositions de la législation sur l'aménagement du territoire et l'urbanisme ou du Code rural, ne donnent lieu, en aucun cas, à l'attribution d'une plus-value conformément à l'article 20. Il en est de même pour tous les travaux dont il est question à l'article 17, alinéa premier, sauf autorisation préalable et écrite du Ministre de l'Agriculture ou de son délégué. L'avis informe les intéressés de la présente disposition.

hoort beslissen dat een onderzoek zal worden ingesteld naar het nut van de ruilverkaveling van het door hem voorlopig omschreven geheel van goederen.

Die beslissing werd getroffen ofwel ambtshalve, ofwel op verzoek van ten minste twintig belanghebbende gebruikers of eigenaars.

Art. 5.

Het onderzoek begint met het opmaken van de volgende stukken :

1° een kavelplan vergezeld van lijsten waarop, met betrekking tot elke kavel, volgens de kadastrale gegevens zijn vermeld : de naam en het adres van de eigenaar en van de vruchtgebruiker, de oppervlakte van de kavel en, volgens de gegevens verstrekt door de eigenaar, vruchtgebruiker of verpachter, de naam en het adres van de gebruikers met opgave van de in bedrijf genomen oppervlakten;

2° in voorkomend geval, een beknopte beschrijving met een raming van de kosten der uit te voeren werken en een aanwijzing van het gedeelte van de ten laste van de eigenaars en vruchtgebruikers komende uitvoeringskosten van het ontwerp van ruilverkaveling, met inachtneming van de bepalingen van artikel 47.

De eigenaars, vruchtgebruikers of verpachters zijn verplicht, op verzoek van de Minister van Landbouw of van zijn gemachtigde, binnen vijftien dagen, mededeling te doen van naam en adres van de gebruikers, van de door ieder van hen in bedrijf genomen totale oppervlakten en van elke andere inlichting die hij nuttig acht; zoniet kan de Minister van Landbouw of zijn gemachtigde de nodige opzoekingen doen op de kosten van de ingebreke gebleven eigenaars, vruchtgebruikers of verpachters.

Art. 6.

Die stukken worden gedurende dertig dagen ter inzage neergelegd in het gemeentehuis van de gemeenten waarin de in het kavelplan opgenomen goederen zijn gelegen.

De neerlegging wordt in de betrokken gemeenten bekend gemaakt door aanplakking.

De op de lijsten vermelde eigenaars, vruchtgebruikers en gebruikers worden van die neerlegging in kennis gesteld bij een door de Minister van Landbouw of zijn gemachtigde ter post aangetekende brief.

In die kennisgeving worden de dagen, uren en plaats vermeld waarop de belanghebbenden opmerkingen en bezwaren kunnen indienen bij de burgemeester, eventueel vervangen door een gemachtigde schepen, en bij een gemachtigde van de Minister van Landbouw, of bij een van hen.

Elk werk dat, te rekenen vanaf die kennisgeving en tot aan de oprichting van het ruilverkavelingscomité of tot aan de beslissing van de Minister van Landbouw dat de ruilverkaveling niet nuttig is, zal worden uitgevoerd in strijd met de bepalingen van de wetgeving op de ruimtelijke ordening en de stedenbouw of van het Veldwetboek, levert in geen geval grond tot toekenning van een meerwaarde als bedoeld bij artikel 20. Dit geldt ook voor al de in artikel 17, eerste lid, bedoelde werken behoudens voorafgaande en schriftelijke machtiging van de Minister van Landbouw of van zijn gemachtigde. De kennisgeving wijst de belanghebbenden op deze bepaling.

Art. 7.

Le collège des bourgmestre et échevins ouvre le procès-verbal destiné à recueillir les déclarations des intéressés, qui les contresignent. Les observations et réclamations écrites reçues au cours de l'enquête sont mentionnées au procès-verbal et y demeurent annexées.

A l'expiration du délai de trente jours qui prend cours le jour de l'expédition des avis recommandés, le procès-verbal est clos par le collège.

Les pièces relatives à l'enquête, accompagnées d'un certificat du collège constatant l'accomplissement des formalités prescrites, sont communiquées au Ministre de l'Agriculture dans les quinze jours de la clôture de l'enquête.

Art. 8.

Au vu des documents d'enquête, le Ministre de l'Agriculture, s'il estime qu'il y a lieu de modifier le plan parcellaire qu'il avait établi, prescrit une enquête complémentaire.

A cette fin, le Ministre de l'Agriculture :

- 1° établit, pour les biens qu'il se propose d'inclure dans le bloc, les documents prévus à l'article 5, 1°;
- 2° dresse, s'il y a lieu, la liste des biens qu'il se propose d'exclure du bloc;
- 3° revise, s'il échet, les documents établis en vertu de l'article 5, 2°.

Art. 9.

S'il y a lieu à enquête complémentaire, un nouveau plan parcellaire, ainsi que les documents mentionnés à l'article 5, complétés par les documents visés à l'article 8, sont soumis à enquête publique à la maison communale des communes sur le territoire desquelles sont situés les biens compris dans le bloc; tout intéressé est admis à en prendre connaissance.

Les dispositions des articles 6 et 7 sont applicables à la présente enquête, sauf que cette dernière n'a cours que pendant un délai de quinze jours, et que seuls sont avisés du dépôt les propriétaires, usufruitiers et exploitants des biens que le Ministre de l'Agriculture se propose d'inclure dans le bloc ou d'exclure du bloc.

Art. 10.

Le Ministre de l'Agriculture, après deux avertissements consécutifs constatés par la correspondance, peut charger son délégué de se transporter sur les lieux à l'effet de procéder aux mesures prévues aux articles 6, 7 et 9; l'exécution de cette mission a lieu aux frais personnels des autorités communales en retard de satisfaire aux avertissements.

Art. 7.

Het college van burgemeester en schepenen opent het proces-verbaal waarin de verklaringen van de belanghebbenden, die ze ondertekenen, worden opgenomen. De tijdens het onderzoek schriftelijk ingediende opmerkingen en bezwaren worden in het proces-verbaal vermeld en blijven eraan gehecht.

Bij het verstrijken van de termijn van dertig dagen, die ingaat op de dag van de verzending van de aangetekende kennisgevingen, wordt het proces-verbaal door het college afgesloten.

De stukken met betrekking tot het onderzoek worden, samen met een getuigschrift van het college, dat vaststelt dat de voorgeschreven formaliteiten zijn vervuld, aan de Minister van Landbouw medegedeeld binnen vijftien dagen na afsluiting van het onderzoek.

Art. 8.

Bij nazicht van de stukken van het onderzoek schrijft de Minister van Landbouw, indien hij oordeelt dat het door hem vastgestelde kavelplan moet worden gewijzigd, een aanvullend onderzoek voor.

De Minister van Landbouw, te dien einde :

- 1° maakt voor de goederen die hij van zins is in het blok op te nemen, de bij artikel 5, 1°, bedoelde stukken op;
- 2° maakt, in voorkomend geval, de lijst op van de goederen die hij van zins is uit het blok uit te sluiten;
- 3° herziet, in voorkomend geval, de krachtens artikel 5, 2°, opgemaakte stukken.

Art. 9.

Indien er tot een aanvullend onderzoek moet worden overgegaan, wordt een nieuw kavelplan, evenals de in artikel 5 vermelde stukken, samen met de in artikel 8 bedoelde stukken ter inzage neergelegd in het gemeentehuis van de gemeenten waarin de binnen de blokgrens opgenomen goederen zijn gelegen; ieder belanghebbende mag er inzage van nemen.

De bepalingen van de artikelen 6 en 7 zijn van toepassing op dit onderzoek, behalve dat dit laatste slechts een termijn van vijftien dagen bestrijkt en dat alleen de eigenaars, vruchtgebruikers en gebruikers van de goederen, die de Minister van Landbouw van zins is in het blok op te nemen of uit het blok uit te sluiten, van de neerlegging in kennis worden gesteld.

Art. 10.

De Minister van Landbouw kan, na twee achtereenvolgende uit de briefwisseling blikkende waarschuwingen, zijn gemachtigde gelasten zich ter plaatse te begeven ten einde de bij de artikelen 6, 7 en 9 bepaalde maatregelen te nemen; de uitvoering van die opdracht geschiedt op de persoonlijke kosten van de gemeenteoverheden die verzuid hebben aan de waarschuwingen gevolg te geven.

Art. 11.

Après clôture de l'enquête et de l'enquête complémentaire éventuelle, le Ministre de l'Agriculture décide s'il est utile ou non de procéder au remembrement.

S'il décide qu'il est utile de procéder au remembrement, il arrête le plan parcellaire.

CHAPITRE III.

Des opérations de remembrement.

Art. 12.

Le Roi décrète qu'il y a lieu de procéder au remembrement des biens figurant au plan parcellaire arrêté par le Ministre de l'Agriculture, et institue, pour son exécution, un comité de sept membres.

Les membres du comité sont nommés par le Roi de la manière ci-après :

- le président et un membre, sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;
- un membre, sur la proposition du Ministre des Finances;
- un membre, sur la proposition du Ministre des Travaux publics;
- un membre, sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, sur présentation du gouverneur de la province sur le territoire de laquelle est située la partie du bloc qui est relativement la plus grande;
- deux membres, sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, parmi les candidats présentés sur une liste double par la chambre provinciale d'agriculture de la province sur le territoire de laquelle est située la partie du bloc qui est relativement la plus grande; ces personnes ne peuvent, au moment de leur présentation, figurer aux tableaux établis sur base des articles 5 et 8, alinéa deux, 1^o.

Les membres suppléants sont nommés de la même manière.

La Société Nationale Terrienne désigne le secrétaire et le secrétaire suppléant du comité.

Le Roi établit le règlement d'ordre intérieur-type des comités.

Les noms des membres du comité et du secrétaire ainsi que des membres suppléants et du secrétaire suppléant sont publiés au *Moniteur belge*.

Une copie de l'arrêté royal visé à l'alinéa premier, accompagnée du plan parcellaire et de la description sommaire des travaux à effectuer, est adressée par le Ministre de l'Agriculture à la Commission royale des Monuments et des Sites, aux fins de recueillir son avis sur l'incidence éventuelle de ces travaux sur la conservation du site ainsi que de sa flore et de sa faune naturelles. Le comité tient compte de cet avis dans la mesure qu'il juge compatible avec la réalisation du remembrement.

Art. 11.

Na afsluiting van het onderzoek en van het gebeurlijk aanvullend onderzoek, beslist de Minister van Landbouw of de ruilverkaveling al dan niet nuttig is.

Beslist hij dat de ruilverkaveling nuttig is, dan legt hij het kavelplan vast.

HOOFDSTUK III.

Ruilverkavelingsverrichtingen.

Art. 12.

De Koning beslist dat zal worden overgegaan tot de ruilverkaveling van de goederen aangeduid op het door de Minister van Landbouw vastgestelde kavelplan, en richt, voor de uitvoering ervan, een comité van zeven leden op.

De leden van het comité worden door de Koning benoemd als volgt :

- de voorzitter en één lid, op de voordracht van de Minister van Landbouw;
- een lid op de voordracht van de Minister van Financiën;
- een lid op de voordracht van de Minister van Openbare Werken;
- een lid op de voordracht van de Minister van Landbouw, op voorstel van de gouverneur van de provincie waarin het betreffend grootste gedeelte van het blok is gelegen;
- twee leden op de voordracht van de Minister van Landbouw uit een dubbele lijst van kandidaten voorgesteld door de provinciale landbouwkamer van de provincie waarin het betreffend grootste gedeelte van het blok is gelegen; deze personen mogen, op het ogenblik dat zij worden voorgesteld, niet voorkomen op de krachtens de artikelen 5 en 8, tweede lid, 1^o, opgemaakte lijsten.

De plaatsvervangende leden worden op dezelfde wijze benoemd.

De secretaris en de plaatsvervangende secretaris van het comité worden door de Nationale Landmaatschappij aangewezen.

De Koning stelt het modelreglement van orde van de comités vast.

De namen van de leden van het comité en van de secretaris, evenals van de plaatsvervangende leden en van de plaatsvervangende secretaris worden in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

Een afschrift van het bij het eerste lid bedoelde koninklijk besluit, samen met het kavelplan en de beknopte beschrijving van de uit te voeren werken, wordt door de Minister van Landbouw aan de koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen toegezonden, ten einde haar advies in te winnen betreffende de eventuele weerslag van die werken op de bescherming van het landschap evenals van zijn natuurlijke flora en fauna. Het comité houdt met dit advies rekening in de mate dat het dit verenigbaar acht met de uitvoering van de ruilverkaveling.

Le Ministre de l'Agriculture ou son délégué avise, par lettre recommandée à la poste, les propriétaires, usufruitiers et exploitants intéressés que le remembrement a été décrété; il leur communique les noms, prénoms et qualités des membres effectifs et suppléants faisant partie du comité chargé de son exécution, et les informe des dispositions de l'article 17.

Art. 13.

Le comité de remembrement jouit de la personnalité juridique.

Il fixe son siège dans celle des communes sur le territoire de laquelle est située la partie du bloc qui est relativement la plus grande.

Il délibère et statue sur tout ce qui concerne l'exécution du remembrement.

Il ne statue valablement que si la majorité des membres, éventuellement remplacés par leurs suppléants, sont présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Chacun des membres peut prendre son recours contre toute décision du comité auprès du Ministre de l'Agriculture.

Le recours est exercé par une déclaration faite verbalement à la séance même. Le veto du Ministre de l'Agriculture doit intervenir dans les quinze jours de cette déclaration. Passé ce délai, la décision est définitive.

Le président et le secrétaire exécutent les décisions du comité; ils représentent le comité dans tous les actes publics et sous seing privé, ainsi que dans les actions judiciaires, sans devoir justifier à l'égard des tiers d'une décision du comité. Les assignations et notifications au comité sont valablement remises au président, au secrétaire ou à la Société Nationale Terrienne.

Art. 14.

La Société Nationale Terrienne assiste le comité. Elle lui prête son concours en vue notamment de l'établissement des documents prévus aux articles 18, 19, 24, 26, 34, 40 et 41. Elle communique sans tarder au comité les documents qu'elle a établis, ainsi que toutes constatations relatives au déroulement des opérations.

Elle est de même habilitée à contrôler les opérations des auteurs de projets, des entrepreneurs et des techniciens chargés, par le comité, d'études, de travaux ou de missions à exécuter en vertu des dispositions de la présente loi.

Elle ouvre un compte pour l'activité de chaque comité. Elle met à sa disposition, dans les limites de ses disponibilités, les crédits nécessaires pour l'exécution des travaux et pour toutes autres dépenses que nécessite l'exécution des opérations de remembrement.

Le Ministre des Finances, conjointement avec le Ministre de l'Agriculture, fixe les conditions et les modalités d'octroi de ces crédits.

La Société Nationale Terrienne est comptable des dépenses et des recettes décidées par le comité.

De Minister van Landbouw of zijn gemachtigde stelt bij een ter post aangetekende brief de belanghebbende eigenaars, vruchtgebruikers en gebruikers ervan in kennis dat tot een ruilverkaveling is besloten; hij deelt de namen, voornamen en hoedanigheden mede van de werkende leden en van hun plaatsvervangers, die deel uitmaken van het comité dat met de uitvoering ervan is belast en geeft hun kennis van het bepaalde in artikel 17.

Art. 13.

Het ruilverkavelingscomité heeft rechtspersoonlijkheid.

Het vestigt zijn zetel in die gemeente waarin het betrekkelijk grootste gedeelte van het blok is gelegen.

Het beraadslaagt en beslist over alles wat de uitvoering van de ruilverkaveling betreft.

Het kan enkel geldig beslissen wanneer de meerderheid van de leden, eventueel vervangen door hun plaatsvervangers, aanwezig is. Bij staking van stemmen is die van de voorzitter beslissend.

Ieder lid kan bij de Minister van Landbouw beroep indienen tegen elke beslissing van het comité.

Het beroep wordt ingediend bij mondelinge verklaring ter vergadering zelf. Het veto van de Minister van Landbouw moet binnen vijftien dagen na deze verklaring worden gesteld. Na verloop van die termijn wordt de beslissing definitief.

De voorzitter en de secretaris voeren de beslissingen van het comité uit; zij treden op voor het comité in alle openbare en onderhandse akten evenals in de rechtsverordeningen, zonder tegenover derden te moeten doen blijken van een beslissing van het comité. De dagvaardingen en kennisgevingen aan het comité worden geldig gedaan aan de voorzitter, aan de secretaris of aan de Nationale Landmaatschappij.

Art. 14.

De Nationale Landmaatschappij staat het comité bij. Zij verleent onder andere haar medewerking voor het opmaken van de bij de artikelen 18, 19, 24, 26, 34, 40 en 41 bepaalde stukken. Zij deelt het comité de door haar opgemaakte stukken onverwijld mede, evenals elke vaststelling met betrekking tot het verloop van de verrichtingen.

Zij wordt eveneens gemachtigd controle uit te oefenen op de verrichtingen van de ontwerpers, de aannemers en de technici die door het comité belast zijn met studies, werken of opdrachten die moeten worden uitgevoerd krachtens de bepalingen van deze wet.

Zij opent een rekening voor de werkzaamheden van elk comité. Zij verstrekt, binnen de perken van haar beschikbare gelden, aan het comité de nodige kredieten voor de uitvoering van de werken en voor elke andere voor de uitvoering van de ruilverkavelingsverrichtingen nodige uitgaven.

De Minister van Financiën stelt, samen met de Minister van Landbouw, de voorwaarden en de modaliteiten van toekenning van die kredieten vast.

De Nationale Landmaatschappij is rekenplichtig voor de uitgaven en ontvangsten waartoe het comité heeft besloten.

La Cour des Comptes arrête les comptes ouverts pour chaque comité et est chargée de recueillir à cet effet tous renseignements et toutes pièces comptables nécessaires.

Art. 15.

Le comité est assisté d'une commission consultative composée de six à dix membres nommés par le Ministre de l'Agriculture : deux propriétaires ou usufruitiers, choisis parmi ceux figurant aux tableaux établis sur base des articles 5 et 8, alinéa deux, 1^o; deux exploitants, figurant aux dits tableaux, parmi les candidats présentés, sur une liste double, par la chambre provinciale d'agriculture de la province sur le territoire de laquelle est située la partie du bloc qui est relativement la plus grande; les autres membres sont nommés parmi des personnes de la région spécialement compétentes en matière agricole et rurale et qui ne sont pas concernées par le remembrement.

Le Ministre de l'Agriculture nomme, de la même manière, deux propriétaires ou usufruitiers et deux exploitants suppléants.

Le président et le secrétaire du comité ou leurs suppléants assument respectivement la présidence et le secrétariat de la commission consultative.

La commission est tenue d'émettre un avis dans les trente jours qui suivent la demande qui lui en est faite par le comité. Si un avis n'a pas été émis dans ce délai, ou si l'avis ne lui a pas été notifié au plus tard dans les huit jours qui suivent ce délai, le comité peut passer outre et décider.

Dans les cas où la loi requiert l'avis de cette commission, le comité doit motiver sa décision dans la mesure où celle-ci déroge à cet avis.

Le Roi établit le règlement d'ordre intérieur-type des commissions consultatives.

Art. 16.

Le Roi fixe les conditions d'octroi de jetons de présence aux membres du comité et de la commission consultative, ainsi que les conditions de remboursement de leurs frais de parcours et de séjour.

Art. 17.

Dès l'institution du comité de remembrement et jusqu'à la passation de l'acte complémentaire de remembrement, les propriétaires, usufruitiers ou exploitants ne peuvent apporter à la destination ni à l'état des lieux aucune modification qui soit de nature à entraver les opérations de remembrement, tels que travaux de construction, plantation d'arbres, établissement de clôtures, modification du régime des eaux, établissement et exploitation de sablières, de carrières, de minières et de briqueteries, modification du profil ou du relief, sans l'accord préalable et écrit du comité de remembrement.

Sauf dans le cas où les travaux ont été régulièrement entamés, le refus de cet accord ne confère aucun droit à indemnité.

Les travaux exécutés en violation de la disposition ci-dessus ne donnent lieu, en aucun cas, à l'attribution d'une plus-value. Le comité de remembrement peut décider la remise en état des lieux et, le cas échéant, l'exécution aux frais du contrevenant des travaux nécessaires à cet effet.

Het Rekenhof stelt de voor ieder comité geopende rekeningen vast en is er mede belast daartoe alle nodige gegevens en boekhoudingsbescheiden in te zamelen.

Art. 15.

Het comité wordt bijgestaan door een commissie van advies bestaande uit zes tot tien leden, door de Minister van Landbouw benoemd : twee eigenaars of vruchtgebruikers, gekozen onder diegenen die vermeld zijn op de lijsten opgemaakt op grond van de artikelen 5 en 8, tweede lid, 1^o; twee gebruikers waarvan de naam voorkomt op de voornoemde lijsten en die worden gekozen onder de kandidaten die op een dubbele lijst zijn voorgesteld door de provinciale landbouwkamer van de provincie waarin het betreffende grootste gedeelte van het blok is gelegen; de overige leden worden benoemd onder de personen van de streek die bijzonder bevoegd zijn op agrarisch en landelijk gebied en niet bij de ruilverkaveling zijn betrokken.

De Minister van Landbouw benoemt, op dezelfde manier, twee plaatsvervangende eigenaars of vruchtgebruikers en twee plaatsvervangende gebruikers.

De voorzitter en de secretaris van het comité of hun plaatsvervangers nemen het voorzitterschap, respectievelijk het secretariaat van de commissie van advies waar.

De commissie is verplicht advies uit te brengen binnen dertig dagen nadat zij hierom door het comité is verzocht. Zo binnen die termijn geen advies wordt gegeven of hem van dat advies niet uiterlijk binnen acht dagen na die termijn kennis is gegeven, dan kan het comité zonder meer beslissen.

Ingeval de wet het advies van die commissie oplegt, dient het comité zijn beslissing met redenen te omkleden in zoverre die van dat advies afwijkt.

De Koning stelt het modelreglement van orde van de commissies van advies vast.

Art. 16.

De Koning stelt de voorwaarden voor toekenning van de presentiegelden aan de leden van het comité en van de commissie van advies vast, evenals de voorwaarden voor terugbetaling van hun reis- en verblijfskosten.

Art. 17.

Zodra het ruilverkavelingscomité is opgericht en totdat de aanvullende ruilverkavelingsakte is verleden, mogen de eigenaars, vruchtgebruikers of gebruikers geen werken uitvoeren die de bestemming of de plaatsgesteldheid zodanig wijzigen dat zij de ruilverkavelingsverrichtingen belemmeren, zoals bouwwerken, aanplanting van bomen, plaatsing van afsluitingen of wijzigingen van de waterhuishouding, aanleg en exploitatie van zandgroeven, steengroeven, graverijen en steenbakkerijen profiel- of reliëfwijziging, zonder voorafgaande en schriftelijke toestemming van het ruilverkavelingscomité.

Behoudens het geval waarin de werken op regelmatige wijze reeds waren begonnen, geeft de weigering van deze toestemming geen recht op vergoeding.

Werken die uitgevoerd werden in strijd met voornoemde bepaling, leveren geen grond tot toekenning van enige meerwaarde. Het ruilverkavelingscomité kan beslissen dat de oorspronkelijke toestand moet worden hersteld; het kan desnoods beslissen de hiertoe nodige werken op kosten van de overtreders te laten uitvoeren.

Art. 18.

Le comité, s'il y a lieu, procède au bornage total ou partiel du périmètre du bloc. Dans ce cas, le plan de bornage est notifié par lettre recommandée à la poste aux propriétaires des parcelles situées de part et d'autre du périmètre et faisant l'objet de ce bornage.

Dans les quinze jours de la notification, chacun des propriétaires précités peut, par lettre recommandée à la poste, contester le bornage. Les dispositions du présent alinéa figurent dans la lettre recommandée portant cette notification par le comité.

Dans ce cas, le comité provoque un bornage judiciaire, conformément aux articles 38 et suivants du Code rural, en citant les propriétaires intéressés devant le juge.

Si l'expert nommé par le juge n'a pas déposé son rapport dans les quarante jours qui suivent la notification de sa nomination, faite par le greffier, sous pli judiciaire conformément à l'article 46 du Code judiciaire, le juge le remplace par un autre expert, à la requête de la partie la plus diligente, sans préjudice de tous dommages et intérêts que les parties pourraient obtenir à charge de l'expert qui n'a pas rempli sa mission dans le délai imparti.

Les dispositions des alinéas onze et douze de l'article 23 de la présente loi sont applicables à ces actions en justice.

Art. 19.

Le comité, après avoir demandé l'avis de la commission consultative, établit :

1° le classement d'après leur valeur culturale et d'exploitation de l'ensemble des terres ainsi que des biens appartenant au domaine public compris dans le bloc; ce classement figure sur un plan parcellaire où sont dessinées les zones de valeur formées par le groupement des terres de même classe;

2° des tableaux indiquant, par parcelle du plan parcellaire, les noms du propriétaire, de l'usufruitier et de l'exploitant, les superficies dans chaque zone de valeur, la superficie globale et les valeurs correspondantes;

3° des tableaux indiquant, par propriétaire et par usufruitier, les parcelles qu'il possède avec les totaux des superficies dans chaque zone de valeur, des superficies globales et des valeurs correspondantes;

4° des tableaux indiquant, par exploitant, les parcelles qu'il occupe avec les totaux des superficies dans chaque zone de valeurs, des superficies globales et des valeurs correspondantes.

Le plan parcellaire et les tableaux mentionnés ci-dessus sont établis à partir des indications cadastrales, sauf les erreurs que le comité relève, éventuellement sur indication d'un intéressé.

Art. 20.

Lorsqu'il établit le classement des terres, le comité ne tient compte ni d'éléments étrangers à la valeur culturale et d'exploitation des terres, tels la présence de bâtiments, de clôtures, d'arbres isolés ou de haies, l'existence d'un bail, d'une servitude de passage, d'un droit d'usage ou de superficie, ou l'état d'exploitation, ni d'éléments sans rapport avec la des-

Art. 18.

Het comité gaat zo nodig over tot de algehele of gedeeltelijke afpaling van de blokgrans. In dat geval wordt van het plan van afpaling bij een ter post aangetekende brief kennis gegeven aan de eigenaars van de kavels die aan weerszijden van de grens zijn gelegen en die bij de afpaling zijn betrokken.

Binnen vijftien dagen na de kennisgeving kan ieder van de voormelde eigenaars bij een ter post aangetekende brief de afpaling betwisten. De bepalingen van dit lid worden vermeld in de aangetekende brief waarbij die kennisgeving door het comité wordt gedaan.

In dat geval lokt het comité een gerechtelijke afpaling uit overeenkomstig de artikelen 38 en volgende van het Veldwetboek, door de betrokkene eigenaars voor de rechter te dagvaarden.

Zo de door de rechter benoemde deskundige zijn verslag niet heeft neergelegd binnen veertig dagen na de kennisgeving van zijn benoeming door de griffier bij gerechtsbrief overeenkomstig artikel 46 van het gerechtelijk Wetboek, vervangt de rechter hem op verzoek van de meest gerede partij door een ander deskundige, onverminderd de schadevergoeding waarop de partijen aanspraak kunnen maken ten laste van de deskundige die zijn opdracht niet binnen de toegewezen termijn heeft vervuld.

De bepalingen van het elfde en twaalfde lid van artikel 23 van deze wet zijn van toepassing op deze rechtsvorderingen.

Art. 19.

Na het advies van de commissie van advies te hebben gevraagd, maakt het comité op :

1° de classificatie volgens hun cultuur- en bedrijfswaarde van het geheel van de gronden en van de tot het openbaar domein behorende goederen die in het blok zijn begrepen; deze classificatie wordt aangeduid op een kavelplan waarop de waardezones, gevormd door het groeperen van gronden van dezelfde klasse, in tekening worden gebracht;

2° lijsten waarop met betrekking tot elke kavel van het kavelplan zijn aangeduid : de namen van de eigenaar, van de vruchtgebruiker en van de gebruiker, de oppervlakten in elke waardezone, de globale oppervlakte en de overeenstemmende waarden;

3° lijsten waarop met betrekking tot ieder eigenaar en ieder vruchtgebruiker zijn aangeduid : de kavels die hij bezit, met de totalen van de oppervlakten in elke waardezone, van de globale oppervlakten en van de overeenstemmende waarden;

4° lijsten waarop met betrekking tot ieder gebruiker zijn aangeduid : de kavels die hij in gebruik heeft, met de totalen van de oppervlakten in elke waardezone, van de globale oppervlakten en van de overeenstemmende waarden.

Het kavelplan en de voornoemde lijsten worden naar de kadastrale gegevens opgemaakt, behoudens de vergissingen die het comité vaststelt, gebeurlijk op aanwijzing van een belanghebbende.

Art. 20.

Bij de classificatie van de gronden houdt het comité geen rekening met gegevens die geen verband houden met de cultuur- of bedrijfswaarde van de grond, zoals de aanwezigheid van gebouwen, afsluitingen, alleenstaande bomen of hagen, het bestaan van een pacht, van een erfdienstbaarheid van overgang of van een recht van gebruik of van op-

mination agricole du bien, telle l'existence de substances minérales ou fossiles.

Ces éléments, considérés comme plus-values ou moins-values des parcelles, sont estimés séparément après l'attribution des nouvelles parcelles.

Art. 21.

Le plan parcellaire et les tableaux sont soumis à enquête publique pendant trente jours à la maison communale de celle des communes sur le territoire de laquelle est située la partie du bloc qui est relativement la plus grande, ou au siège du comité. Les dispositions de l'article 6, alinéas deux et quatre, ainsi que les dispositions des articles 7 et 10 sont applicables à cette enquête. Toutefois, les pièces relatives à l'enquête, accompagnées d'un certificat du collègue des bourgmestre et échevins, constatant l'accomplissement des formalités prescrites, sont communiquées au comité dans les quinze jours de la clôture de l'enquête.

A l'avis du dépôt, notifié à chaque intéressé par lettre recommandée à la poste par les soins du comité, est joint un relevé de ses parcelles avec indication de la superficie dans chaque zone de valeur.

Art. 22.

Après clôture de l'enquête, le comité examine les réclamations qu'elle a suscitées et statue à leur sujet, après avoir demandé l'avis de la commission consultative. Lorsqu'il ne partage pas l'avis favorable de la commission consultative à propos d'une ou de plusieurs réclamations d'un intéressé, le comité convoque celui-ci pour l'entendre. Si l'intéressé ne comparait pas, le comité peut décider sans autre délai.

Le comité arrête le plan parcellaire et les tableaux et les dépose à son siège, où tout intéressé est admis à en prendre connaissance pendant toute la durée des opérations, sur demande faite au président ou au secrétaire.

L'avis du dépôt est notifié aux propriétaires, usufruitiers et exploitants intéressés par lettre recommandée à la poste.

Art. 23.

Tout intéressé peut contester la détermination des valeurs. Il peut également contester la détermination de la superficie de ses parcelles, mais uniquement lorsque le comité a fixé pour une parcelle une superficie autre que celle découlant des documents cadastraux, ou lorsque le comité a repris dans ses tableaux la superficie cadastrale d'une parcelle alors que le cadastre n'a pas tenu compte dans ses documents d'une décision judiciaire coulée en force de chose jugée fixant la superficie de cette parcelle, ou a reproduit dans ses documents pour une parcelle une superficie inférieure de 2 p. c. au moins, soit à la superficie figurant dans un acte ayant date certaine, soit à la superficie modifiée par suite d'accession. Cette quotité de 2 p. c. se calcule par ensemble d'un seul tenant dont un même intéressé est seul ou en indivision, soit propriétaire soit nu-propriétaire ou usufruitier.

A peine de forclusion, l'intéressé ou son avocat adresse au juge une requête en nomination d'expert, dans les trente jours de la notification prévue à l'article 22, alinéa trois.

stal of de bedrijfstoestand, noch met gegevens die geen verband houden met de landbouwbestemming van het goed, zoals het bestaan van minerale of fossiele stoffen.

Deze gegevens, die als meer- of minderwaarden van de kavels worden aangezien, worden na de toewijzing van de nieuwe kavels afzonderlijk geschat.

Art. 21.

Het kavelplan en de lijsten worden gedurende dertig dagen ter inzage neergelegd ten gemeentehuize van die gemeente waarin het betreffelijk grootste gedeelte van het blok is gelegen, of ten zetel van het comité. De bepalingen van artikel 6, tweede en vierde lid, alsmede de bepalingen van de artikelen 7 en 10, zijn van toepassing op dit onderzoek. De stukken betreffende het onderzoek worden evenwel samen met een getuigenschrift van het college van burgemeester en schepenen, waarbij wordt vastgesteld dat de voorgeschreven formaliteiten werden vervuld, aan het comité binnen vijftien dagen na afsluiting van het onderzoek medegedeeld.

Bij de kennisgeving van de neerlegging, die door het comité aan ieder belanghebbende bij een ter post aangetekende brief wordt gezonden, wordt een tabel van zijn kavels gevoegd met aanduiding van de oppervlakte in elke waardezone.

Art. 22.

Nadat het onderzoek is afgesloten, onderzoekt het comité de gemaakte bezwaren en beslist dienaangaande, na het advies van de commissie van advies te hebben gevraagd. Is het comité het niet eens met het gunstig advies van de commissie van advies betreffende een of meer bezwaren van een belanghebbende, dan roept het deze op om hem te horen. Verschijnt de belanghebbende niet, dan kan het comité zonder verder uitstel beslissen.

Het comité stelt het kavelplan en de lijsten vast en legt deze ten zetel neer, waar elke belanghebbende er tijdens de ganse duur van de verrichting inzage kan van nemen op een aan de voorzitter of aan de secretaris gerichte aanvraag.

Van de neerlegging wordt kennis gegeven aan de belanghebbende eigenaars, vruchtgebruikers en gebruikers bij een ter post aangetekende brief.

Art. 23.

Ieder belanghebbende kan de vaststelling van de waarden betwisten. Hij kan eveneens de vaststelling van de oppervlakte van zijn kavels betwisten, doch enkel wanneer het comité voor een kavel een andere oppervlakte heeft vastgesteld dan diegene die blijkt uit de kadastrale stukken, of wanneer het comité in zijn lijsten de kadastrale oppervlakte van een kavel heeft overgenomen dan wanneer het kadaster in zijn stukken geen rekening heeft gehouden met een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing die de oppervlakte van die kavel heeft vastgesteld of voor een kavel een oppervlakte vermeldt die ten minste twee pct kleiner is dan ofwel de oppervlakte vermeld in een akte met vaste dagtekening ofwel de door natrekking gewijzigde oppervlakte. Die twee pct worden berekend voor eenzelfde geheel waarvan eenzelfde belanghebbende alleen of in onverdeeldheid ofwel eigenaar, ofwel blote eigenaar of vruchtgebruiker is.

Op straffe van verval richt de belanghebbende of zijn advocaat aan de rechter een verzoekschrift tot benoeming van een deskundige, binnen dertig dagen na de bij artikel 22, derde lid bedoelde betekening.

Dans les quinze jours qui suivent la clôture du délai pour le dépôt des requêtes, le juge rend une ordonnance par laquelle il fixe la date et l'heure de comparution sur les lieux et nomme un ou plusieurs experts; cette comparution a lieu entre le trentième et le quarantième jour suivant la date de l'ordonnance.

La requête ainsi que l'ordonnance, qui ne peut faire l'objet d'aucun recours, sont notifiées dans les trois jours par pli judiciaire du greffier, conformément à l'article 46 du Code judiciaire, à l'intéressé et à son avocat, si son nom figure à la requête, au comité ainsi qu'aux experts nommés par le juge.

La liste estampillée des lettres recommandées ou les récépissés de l'administration des postes afférents aux notifications prévues à l'article 22, alinéa trois, sont déposés au greffe par le comité au plus tard le jour de l'expiration du délai pour l'introduction des requêtes.

Pour introduire l'action en justice, une citation à comparaître sur les lieux est, à peine de déchéance, notifiée au comité, au moins quinze jours d'avance. La citation, à peine d'irrecevabilité, mentionne l'objet de l'action et contient un exposé succinct des moyens.

Si les experts n'ont pas déposé leur rapport dans les trente jours de la visite des lieux, le juge remplace les experts défaillants par un ou plusieurs autres experts, à la requête de la partie la plus diligente, sans préjudice des dommages et intérêts que les parties pourraient obtenir à charge des experts qui n'ont pas rempli leur mission dans le délai imparti.

Dès que le rapport des experts est déposé, le juge fixe la date de l'audience; les parties et leurs avocats ainsi que les experts y sont convoqués sans délai, par pli judiciaire du greffier conformément à l'article 46 du Code judiciaire. A la convocation des parties et de leurs avocats sont joints une copie du rapport et un avis rappelant les dispositions de l'alinéa suivant.

Les parties qui contestent le rapport des experts ont quinze jours pour conclure, à partir de la convocation; chaque partie a quinze jours pour répondre aux conclusions de l'autre partie: ces délais sont prescrits à peine de forclusion.

Les experts inscrivent l'état de leurs honoraires et des frais d'expertise au bas de leur rapport. Si, au plus tard à l'audience visée à l'alinéa huit, cet état est contesté par écrit par l'une des parties, le juge en fixe le montant dans son jugement.

Le juge rend son jugement dans les quatre mois de la citation; il détermine si, et dans quelle mesure, les frais de procédure sont à charge du comité.

Le jugement n'est susceptible d'aucun recours, hormis l'opposition, sans préjudice du droit du procureur général près la Cour de cassation d'exercer le pourvoi du chef d'excès de pouvoir ou dans l'intérêt de la loi, conformément à l'article 1091 du Code judiciaire.

Le comité apporte au plan parcellaire et aux tableaux les corrections qui découlent des jugements.

Art. 24.

Après avoir demandé l'avis de la commission consultative, le comité établit, le cas échéant, le plan des nouveaux chemins et des nouvelles voies d'écoulement d'eau ainsi que des ouvrages connexes; ce plan indique également les chemins, voies d'écoulement d'eau et ouvrages connexes existants à supprimer.

Binnen vijftien dagen na het einde van de termijn bepaald voor de neerlegging van de verzoekschriften, verleent de rechter een bevelschrift waarbij hij dag en uur van de verschijning ter plaatse bepaalt en één of meer deskundigen benoemt; deze verschijning geschiedt tussen de dertigste en de veertigste dag volgend op het bevelschrift.

Het verzoekschrift evenals het bevelschrift, dat voor geen beroep vatbaar is, worden binnen drie dagen bij gerechtsbrief van de griffier, overeenkomstig artikel 46 van het gerechtelijk Wetboek, betekend aan de belanghebbende en aan zijn advocaat, voor zover die in het verzoekschrift is vermeld, aan het comité evenals aan de door de rechter benoemde deskundigen.

De door de post afgestempelde lijst van de aangetekende brieven of afgiftebewijzen die van de in artikel 22, derde lid, bedoelde kennisgevingen getuigen, worden door het comité ter griffie neergelegd uiterlijk de dag waarop de termijn voor de indiening van de verzoekschriften verstrijkt.

Om de rechtsvordering in te stellen moet een dagvaarding om ter plaatse te verschijnen, op straffe van verval, ten minste vijftien dagen vooraf aan het comité worden betekend. De dagvaarding, op straffe van niet-ontvanke-lijkheid, vermeldt het onderwerp van de rechtsvordering en bevat een bondige uiteenzetting van de middelen.

Zo de deskundigen hun verslag niet hebben neergelegd binnen dertig dagen na het verschijnen ter plaatse, vervangt de rechter, op verzoek van de meest gereede partij, de in gebreke gebleven deskundigen door één of meer andere deskundigen, onverminderd de schadevergoeding waarop de partijen aanspraak kunnen hebben ten laste van de deskundigen die hun opdracht niet binnen de vastgestelde termijn hebben vervuld.

Zodra het verslag van de deskundigen is neergelegd, stelt de rechter de datum van de terechtzitting vast. De partijen en hun advocaten, evenals de deskundigen worden onverwijld bij gerechtsbrief van de griffier, overeenkomstig artikel 46 van het gerechtelijk Wetboek, opgeroepen. Een afschrift van het verslag en een bericht ter herinnering aan de bepalingen van het volgende lid worden bij de aan de partijen en aan hun advocaten gestuurde oproepingsbrief gevoegd.

De partijen die het verslag van de deskundigen betwisten, beschikken om hun conclusie te nemen over vijftien dagen na de oproeping; ieder partij beschikt over vijftien dagen om te antwoorden op de conclusie van de andere partij; die termijnen zijn opgelegd op straffe van verval.

De deskundigen vermelden onderaan hun verslag, de staat van hun ereloon en de kosten van het deskundigen-onderzoek. Wordt die staat, ten laatste op de terechtzitting bedoeld in lid acht, schriftelijk betwist door een van de partijen, dan bepaalt de rechter er het bedrag van in zijn vonnis.

De rechter doet uitspraak binnen vier maanden na de dagvaarding; hij bepaalt of, en eventueel in welke mate, de proceskosten ten laste van het comité vallen.

Tegen het vonnis is, behalve verzet, geen beroep mogelijk, onverminderd de bevoegdheid van de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie om zich te voorzien wegens machtsoverschrijding of in het belang van de wet, overeenkomstig artikel 1091 van het gerechtelijk Wetboek.

Het comité brengt in het kavelplan en in de lijsten de wijzigingen aan die uit de vonnissen voortspuiten.

Art. 24.

Na het advies van de commissie van advies te hebben gevraagd, stelt het comité, in voorkomend geval, het plan vast van de nieuwe wegen en afwateringen met de daarbij behorende kunstwerken; de bestaande wegen en afwateringen en de daarbij behorende kunstwerken die moeten verdwijnen, worden eveneens op dit plan aangegeven.

Le plan visé à l'alinéa précédent est approuvé par le Roi, sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, d'un commun accord avec le Ministre des Travaux publics; à cet effet, le comité sollicite l'avis du conseil communal intéressé, donné sur enquête de commodo et incommodo annoncée par voie d'affichage, et l'avis de la députation permanente. Si le conseil communal ou la députation permanente ne notifie pas leur avis au comité dans les trois mois de l'envoi du dossier, l'avis est réputé favorable.

L'arrêté royal d'approbation ou un arrêté royal séparé détermine la voirie à laquelle les nouveaux chemins appartiendront et classe, s'il y a lieu, les nouvelles voies d'écoulement d'eau dans une des catégories prévues à l'article 2 de la loi du 28 décembre 1967, relative aux cours d'eau non navigables.

L'arrêté royal d'approbation ou un arrêté royal séparé indique les administrations publiques au domaine desquelles les nouveaux ouvrages sont attribués. Ces administrations ont l'obligation de gérer ces ouvrages conformément à leur destination et aux lois et règlements en la matière.

L'arrêté royal d'approbation ou un arrêté royal séparé décrète également la suppression des chemins et voies d'écoulement d'eau et des ouvrages connexes désaffectés et leur incorporation dans l'ensemble des terres à remembrer.

Le Roi, sur la proposition des Ministres de l'Agriculture et des Travaux publics, apporte, le cas échéant, les modifications nécessaires aux plans de secteur et aux plans généraux et particuliers d'aménagement, établis conformément à la loi du 29 mars 1962, organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, ainsi qu'à l'atlas des chemins vicinaux et aux tableaux descriptifs dressés en exécution de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables.

Art. 25.

§ 1^{er}. — Le comité fait exécuter les travaux de création et d'aménagement de chemins et voies d'écoulement d'eau et les travaux d'amélioration foncière ainsi que, avec l'accord des intéressés, les travaux visés à l'article 1^{er}, alinéa quatre.

Lorsque le remembrement requiert l'exécution de travaux en dehors du bloc, le comité peut, à défaut d'accord amiable, être autorisé par le Roi à faire les emprises nécessaires par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Lorsque, par suite de l'exécution des travaux, il y a lieu d'inclure dans le bloc ou de distraire du bloc certaines terres situées de part et d'autre du périmètre, le comité peut, à défaut d'accord amiable, être autorisé par le Roi à exproprier ces terres pour les incorporer dans le bloc, ou les prélever sur le bloc et les céder par voie d'échange ou autrement. Le comité procède d'office et sans autre formalité au classement des terres incorporées dans le bloc, après avoir demandé l'avis de la commission consultative.

Nul ne peut s'opposer à l'exécution des travaux, ou au dépôt des matériaux, de l'outillage et des engins nécessaires pour l'exécution des travaux, ni enlever ou déplacer les bornes et les piquets.

Une indemnité est due éventuellement pour dégâts aux cultures, ou lorsque les travaux nuisent à la jouissance des terres, ou encore lorsque, par suite des travaux, le comité doit supprimer des biens immeubles situés sur des parcelles faisant partie du bloc. Le comité fixe aussitôt cette indem-

Het bij het voorgaande lid bedoelde plan wordt goedgekeurd door de Koning, op de voordracht van de Minister van Landbouw, in overleg met de Minister van Openbare Werken; te dien einde vraagt het comité het advies van de betrokken gemeenteraad, dat wordt gegeven na een onderzoek de commodo et incommodo, aangekondigd door aanplakking, en het advies van de bestendige deputatie. Wanneer de gemeenteraad of de bestendige deputatie niet binnen drie maanden na verzending van het dossier kennis geven van hun advies aan het comité, wordt het advies geacht gunstig te zijn.

Het koninklijk besluit tot goedkeuring of een afzonderlijk koninklijk besluit bepaalt tot welke groep van wegen de nieuwe wegen zullen behoren en rangschikt eventueel de nieuwe afwateringen in één van de categorieën bepaald in artikel 2 van de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen.

Het koninklijk besluit tot goedkeuring of een afzonderlijk koninklijk besluit bepaalt aan het domein van welk openbaar bestuur de nieuwe werken worden toegewezen. Deze besturen zijn verplicht de werken te beheren overeenkomstig de bestemming ervan en met inachtneming van de terzake geldende wetten en reglementen.

Het koninklijk besluit tot goedkeuring of een afzonderlijk koninklijk besluit schaft eveneens de buiten gebruik gestelde wegen en afwateringen en de daarbij behorende kunstwerken af en bepaalt dat zij in het geheel van de tot de ruilverkaveling behorende gronden worden opgenomen.

De Koning, op de voordracht van de Ministers van Landbouw en van Openbare Werken, brengt, in voorkomend geval, de nodige wijzigingen aan in de gewestplannen en in de algemene en bijzondere plannen van aanleg, die overeenkomstig de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en de stedenbouw zijn opgemaakt, evenals in de legger van de buurtwegen en in de beschrijvende tabellen, opgemaakt in uitvoering van de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen.

Art. 25.

§ 1. — Het comité laat de werken voor aanleg of verbetering van wegen en afwateringen en de grondverbeteringswerken, evenals met instemming van de belanghebbenden, de bij artikel 1, vierde lid, bedoelde werken uitvoeren.

Wanneer voor de ruilverkaveling werken buiten het blok moeten worden uitgevoerd en geen overeenstemming is verkregen, kan het comité door de Koning worden gemachtigd om bij wijze van onteigening te algemenen nutte de nodige innemingen te doen.

Wanneer er ten gevolge van de uitvoering van de werken reden bestaat om bepaalde gronden gelegen binnen of buiten de blokgrens, bij het blok te voegen of uit het blok uit te sluiten, kan het comité, wanneer geen overeenkomst wordt bereikt, door de Koning worden gemachtigd om deze gronden te onteigenen ten einde ze te voegen bij het blok of uit het blok uit te sluiten en ze bij wijze van ruiling of op een andere wijze over te dragen. Het comité, na het advies van de commissie van advies te hebben gevraagd, gaat ambtshalve en zonder verdere formaliteit over tot de classificatie van de gronden die bij het blok zijn gevoegd.

Niemand mag zich verzetten tegen de uitvoering van de werken noch tegen de plaatsing van de voor de uitvoering van de werken vereiste materialen, gereedschappen en werktuigen; evenmin mogen de palen of de piketten worden weggenomen of verplaatst.

In voorkomend geval is een vergoeding verschuldigd wegens schade aan de gewassen of wanneer de werken hinderlijk zijn voor het genot van de gronden, of nog wanneer het comité, ten gevolge van de werken, onroerende goederen moet afbreken, gelegen in kavels die deel uitmaken

nité, qui est immédiatement liquidée. En cas de contestation, l'indemnité est fixée par le juge.

Les riverains, les usagers et les propriétaires d'ouvrages d'art sont obligés de laisser déposer sur leurs terres ou propriétés et épandre sur une bande de cinq mètres à compter de la rive, les matières enlevées du lit des cours d'eau.

Les acquisitions, cessions et expropriations d'immeubles à effectuer en exécution du présent article sont confiées par le comité au comité d'acquisition d'immeubles, qui a qualité pour passer les actes. Il en est de même des conventions prévues à l'article 27.

§ 2. — 1. Les dispositions de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables, à l'exception de celles du chapitre I, ne sont pas d'application dans le bloc pendant le délai fixé par le Ministre de l'Agriculture.

2. Le comité ou, avec son accord, toute autre personne de droit privé ou public, peut faire exécuter, dans le bloc, aux cours d'eau non navigables classés, les travaux ordinaires et extraordinaires visés aux articles 6 et 10, § 1^{er}, de la loi du 28 décembre 1967 précitée.

3. Les frais occasionnés par les travaux ordinaires exécutés dans le bloc sont supportés par les pouvoirs publics qui, en vertu des dispositions de l'article 7 de la loi du 28 décembre 1967 précitée, ont la charge de leur exécution. Toutefois, une part contributive dans ces frais peut être mise à charge des personnes de droit privé ou public qui font usage du cours d'eau ou qui sont propriétaires d'un ouvrage d'art qui se trouve sur le cours d'eau, et ce au prorata de l'aggravation des frais provoquée par l'usage du cours d'eau ou par l'existence de l'ouvrage d'art.

Cette part contributive est fixée par le Ministre de l'Agriculture en ce qui concerne les cours d'eau de première catégorie, et par la députation permanente compétente en ce qui concerne les cours d'eau de deuxième et de troisième catégorie.

4. Le comité ne peut faire exécuter des travaux extraordinaires dans le bloc qu'après y avoir été autorisé par le Roi, sur la proposition du Ministre de l'Agriculture. Lorsqu'il s'agit d'un cours d'eau de deuxième ou de troisième catégorie, la députation permanente compétente donne son avis. Si la députation permanente ne notifie pas son avis au comité dans les trois mois de l'envoi du dossier, l'avis est réputé favorable.

Sans préjudice des subsides alloués par les pouvoirs publics ou tous autres organismes, les frais occasionnés par ces travaux sont supportés par l'Etat pour les cours d'eau de première catégorie, et par la province pour les cours d'eau de deuxième et de troisième catégorie.

Le Ministre de l'Agriculture, en ce qui concerne les cours d'eau de première catégorie, et la députation permanente, en ce qui concerne les autres cours d'eau, peuvent mettre une partie de la dépense à charge des provinces, des communes, des établissements publics ou même des particuliers qui bénéficient de ces travaux ou qui les ont rendus nécessaires.

5. Lorsqu'il est nécessaire de procéder, en dehors du bloc, à des travaux ordinaires aux cours d'eau non navigables, le comité peut, à défaut d'accord, y être auto-

van het blok. Het comité stelt die vergoeding onverwijld vast en keert ze dadelijk uit. Bij betwisting stelt de rechter de vergoeding vast.

De aangelanden, de gebruikers en de eigenaars van kunstwerken moeten toelaten dat uit de bedding van waterlopen gehaalde stoffen op hun gronden of eigendommen gestort en over een strook van vijf meter vanaf de oever worden opengespreid.

De verkrijgingen, overdrachten of onteigeningen van onroerende goederen, waartoe in uitvoering van dit artikel moet worden overgegaan, worden door het comité opgedragen aan het comité tot aankoop van onroerende goederen, dat bevoegd is om de akten te verlijden. Hetzelfde geldt voor de in artikel 27 bedoelde overeenkomsten.

§ 2. — 1. De bepalingen van de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen, uitgezonderd deze van het hoofdstuk I, zijn niet van toepassing in het blok gedurende de door de Minister van Landbouw bepaalde termijn.

2. Het comité, of met zijn instemming ieder ander particulier of publiekrechtelijke persoon, mag in het blok gewone en buitengewone werken, als bedoeld in de artikelen 6 en 10, § 1, van de voornoemde wet van 28 december 1967, laten uitvoeren aan geklasseerde onbevaarbare waterlopen.

3. De kosten veroorzaakt door de gewone werken uitgevoerd in het blok, worden gedragen door de openbare besturen die krachtens de bepalingen van artikel 7 van voornoemde wet van 28 december 1967 met de uitvoering van die werken zijn belast. Een bijdrage echter in die kosten mag worden ten laste gelegd van de particulier of publiekrechtelijke personen die gebruiker zijn van de waterloop of die eigenaar zijn van een kunstwerk dat zich op de waterloop bevindt, en dit in verhouding tot de verzwarende van de kosten van die werken welke het gevolg is van het gebruik van de waterloop of van het bestaan van het kunstwerk.

Die bijdrage wordt bepaald door de Minister van Landbouw wat de waterlopen van eerste categorie, en door de bevoegde bestendige deputatie wat de waterlopen van tweede en van derde categorie betreft.

4. Het comité mag geen buitengewone werken in het blok laten uitvoeren dan na hiertoe door de Koning, op de voordracht van de Minister van Landbouw, te zijn gemachtigd. Wanneer het een waterloop van de tweede of van de derde categorie betreft, geeft de bevoegde bestendige deputatie haar advies. Wanneer de bestendige deputatie niet binnen drie maanden na de verzending van het dossier, kennis geeft van haar advies aan het comité, wordt het advies geacht gunstig te zijn.

Onverminderd de door de openbare besturen of elk ander organisme verleende toelagen, worden de door die werken veroorzaakte kosten gedragen door de Staat, voor waterlopen van de eerste categorie, en door de provincie voor waterlopen van tweede en van derde categorie.

De Minister van Landbouw wat de waterlopen van de eerste categorie betreft, en de bestendige deputatie wat de andere waterlopen betreft, kunnen een deel van de kosten ten laste leggen van de provincies, van de gemeenten, van de openbare instellingen of zelfs van de particulieren die uit bedoelde werken voordeel halen of deze noodzakelijk hebben gemaakt.

5. Wanneer tot gewone werken aan onbevaarbare waterlopen buiten het blok moet worden overgegaan, kan het comité bij ontstentenis van overeenkomst, daartoe door

risé par le Roi. Dans ce cas, les frais sont répartis conformément aux dispositions du § 2, 3, du présent article.

6. Le comité ne peut faire exécuter des travaux extraordinaires en dehors du bloc aux cours d'eau non navigables qu'après y avoir été autorisé par le Roi pour les cours d'eau de première catégorie, ou par la députation permanente de la province compétente pour les cours d'eau de deuxième catégorie ou, après approbation par la députation permanente, par le conseil communal de la commune sur le territoire de laquelle ces travaux doivent être exécutés pour les cours d'eau de troisième catégorie.

Le comité peut, en ce qui concerne les cours d'eau de deuxième et de troisième catégorie, être autorisé par le Roi à exécuter ces travaux si la députation permanente compétente ou le conseil communal compétent ne lui ont pas, dans les trois mois de la réception du dossier, notifié leur décision par lettre recommandée à la poste.

Au cas où la députation permanente ou le conseil communal lui notifient leur refus d'autorisation dans le délai prévu à l'alinéa précédent, le comité peut, dans le mois de cette notification, par requête motivée, interjeter appel auprès du Roi contre ce refus.

Sans préjudice des subsides alloués par les pouvoirs publics ou tous autres organismes, les frais occasionnés par ces travaux sont supportés par le comité.

Le Ministre de l'Agriculture, en ce qui concerne les cours d'eau de première catégorie, et la députation permanente, en ce qui concerne les autres cours d'eau, peuvent mettre une partie de la dépense à charge des provinces, des communes, des établissements publics ou même des particuliers qui bénéficient de ces travaux ou qui les ont rendus nécessaires.

Art. 26

Le comité, après avoir demandé l'avis de la commission consultative, procède à l'établissement d'un plan de relotissement, d'une part, pour les propriétaires et usufruitiers et, d'autre part, pour les exploitants.

Les zones de valeur du plan parcellaire prévu à l'article 19, 1^o, sont reportées sur ces plans.

Le comité, après avoir demandé l'avis de la commission consultative, attribue les nouvelles parcelles aux propriétaires, aux usufruitiers et aux exploitants.

Les nouvelles parcelles font l'objet d'un bornage provisoire.

Le Ministre de l'Agriculture, après consultation du Ministre des Finances, fixe les tolérances autorisées pour les mesurages et le calcul des superficies concernant les nouvelles parcelles.

Art. 27.

Le comité fait figurer sur le plan de relotissement les servitudes qu'il maintient et les servitudes qu'il établit; toutes les autres servitudes sont supprimées.

Le comité a qualité pour passer des conventions avec des propriétaires de parcelles situées en dehors du bloc, en vue de l'établissement ou de la suppression de servitudes actives ou passives pour l'utilité de parcelles situées à l'intérieur du bloc.

de Koning worden gemachtigd. In dat geval worden de kosten verdeeld overeenkomstig de bepalingen van § 2, 3, van dit artikel.

6. Het comité mag buiten het blok geen buitengewone werken laten uitvoeren aan onbevaarbare waterlopen dan na hiertoe te zijn gemachtigd ofwel door de Koning voor waterlopen van de eerste categorie, ofwel door de bestendige deputatie van de bevoegde provincie voor waterlopen van de tweede categorie, ofwel, mits goedkeuring door de bestendige deputatie, door de gemeenteraad van de gemeente op het grondgebied waarvan de werken moeten worden uitgevoerd voor waterlopen van de derde categorie.

Het comité kan, wat de waterlopen van tweede en derde categorie betreft, door de Koning tot uitvoering van die werken worden gemachtigd indien de bevoegde bestendige deputatie of de bevoegde gemeenteraad hem niet, binnen drie maanden na ontvangst van het dossier, bij ter post aangetekende brief van hun beslissing in kennis hebben gesteld.

Ingeval de bestendige deputatie of de gemeenteraad hem binnen de in het voorgaande lid bepaalde termijn in kennis stellen van hun weigering, kan het comité, binnen één maand na die kennisgeving, bij de Koning hoger beroep indienen tegen die weigering, bij een met redenen omkleed verzoekschrift.

Onverminderd de door de openbare besturen of elk ander organisme verleende toelagen, worden de door die werken veroorzaakte kosten gedragen door het comité.

De Minister van Landbouw wat de waterlopen van eerste categorie betreft, en de bestendige deputatie wat de andere waterlopen betreft, kunnen een deel van de kosten ten laste leggen van de provincies, van de gemeenten, van de openbare instellingen of zelfs van de particulieren die uit bedoelde werken voordeel halen of deze noodzakelijk hebben gemaakt.

Art. 26.

Het comité, na het advies van de commissie van advies te hebben gevraagd, maakt een herverkavelingsplan op onderscheidenlijk voor de eigenaars en vruchtgebruikers en voor de gebruikers.

De waardezones van het in artikel 19, 1^o, bedoelde kavelplan, worden op deze plannen aangebracht.

Het comité, na het advies van de commissie van advies te hebben gevraagd, wijst de nieuwe kavels toe aan de eigenaars, vruchtgebruikers en gebruikers.

De nieuwe kavels worden voorlopig afgepaald op het terrein.

De Minister van Landbouw bepaalt, na raadpleging van de Minister van Financiën, de toelaatbare verschillen betreffende de opmetingen en de berekening van de oppervlakten van de nieuwe kavels.

Art. 27.

Het comité brengt op het herverkavelingsplan de erfdienstbaarheden aan die het in stand houdt en de erfdienstbaarheden die het vestigt; alle andere erfdienstbaarheden worden afgeschaft.

Het comité is bevoegd om met eigenaars van buiten het blok gelegen kavels overeenkomsten te sluiten met het oog op de vestiging of de afschaffing van actieve of passieve erfdienstbaarheden tot nut van binnen het blok gelegen kavels.

Art. 28.

L'attribution aux propriétaires et aux usufruitiers se fait de manière à leur attribuer autant que possible des parcelles d'une valeur globale proportionnellement égale à celle des parcelles qu'ils possédaient avant le remembrement, compte tenu de la valeur tant des terres détachées du bloc que de celles qui y ont été incorporées ultérieurement, conformément aux dispositions de l'article 25, § 1, alinéa trois, ainsi que de la valeur des chemins, des voies d'écoulement d'eau et des ouvrages connexes à attribuer au domaine public ou à soustraire de celui-ci.

Lorsqu'il n'est pas possible d'établir cette équivalence sans un appoint ou une ristourne en espèces, une soulte est allouée. Cette soulte ne peut dépasser, pour aucun propriétaire ou usufruitier, 5 p. c. de la valeur en parcelles qui aurait dû leur être attribuée, sauf accord écrit de ces derniers.

Art. 29.

La répartition des parcelles entre les exploitants se fait de manière à attribuer autant que possible à chaque exploitant des terres de même qualité, de même superficie et propres aux mêmes cultures.

Une indemnité pour perte de jouissance est due à l'exploitant lorsque la valeur globale des parcelles qui lui sont attribuées est proportionnellement inférieure de 2 p. c. au moins à la valeur globale de ses anciennes parcelles, compte tenu de la valeur tant des terres détachées du bloc que de celles qui y ont été incorporées ultérieurement, conformément aux dispositions de l'article 25, § 1, alinéa trois, ainsi que de la valeur des chemins, des voies d'écoulement d'eau et des ouvrages connexes à attribuer au domaine public ou à soustraire de celui-ci.

Art. 30.

L'attribution des parcelles aux propriétaires et aux exploitants se fait autant que possible de manière que le remembrement de la propriété et celui de l'exploitation soient parallèles et apportent une réduction du nombre de bailleurs pour un même preneur. Le comité, après avoir demandé l'avis de la commission consultative, peut, dans l'intérêt du remembrement, assigner à un preneur un nouveau bailleur, soit qu'il maintienne le preneur sur les terres qu'il exploitait précédemment, soit qu'il lui attribue de nouvelles terres.

Art. 31.

Lorsqu'il y a lieu d'apporter des modifications au bail, notamment en ce qui concerne le fermage et la durée du bail, ou encore, en ce qui concerne les indemnités qui, conformément à la loi sur le bail à ferme, sont dues aux preneurs qui ont supporté les frais de plantations, de constructions, travaux et tous ouvrages nécessaires à l'habitabilité du bien loué ou utiles à l'exploitation du bien et conformes à sa destination, le comité convoque les intéressés et leur fait des propositions propres à rallier leur accord.

En cas d'accord, le comité le constate dans un document signé par les parties; ce document reproduit les termes de la convention si les parties le demandent.

En cas de désaccord, le comité invite les parties par lettre recommandée à la poste, à saisir le juge du litige.

Art. 28.

De toewijzing aan de eigenaars en de vruchtgebruikers geschiedt derwijze dat de globale waarde van de aan ieder van hen toebedeelde kavels naar verhouding zoveel mogelijk gelijk is aan de waarde van de kavels die zij vóór de ruilverkaveling bezaten, met inachtneming van de waarde zowel van de gronden die uit het blok werden gesloten als van die welke later bij het blok werden gevoegd overeenkomstig de bepalingen van artikel 25, § 1, derde lid, evenals van de waarde van de aan het openbaar domein toe te wijzen of te onttrekken wegen, afwateringen en kunstwerken.

Wanneer die gelijkwaardigheid niet kan worden verwezenlijkt zonder een toegift of een *ristorno* in geld, wordt een opleg toegekend. Die opleg mag voor geen enkel eigenaar of vruchtgebruiker 5 pct van de waarde in kavels, die hen had moeten worden toebedeeld, overschrijden, behoudens schriftelijke instemming van deze laatsten.

Art. 29.

De kavels worden op zodanige wijze onder de gebruikers verdeeld dat aan ieder van hen zoveel mogelijk gronden van dezelfde hoedanigheid, dezelfde oppervlakte en geschikt voor dezelfde teelten worden toegewezen.

Een vergoeding wegens gebruiksverlies is verschuldigd aan de gebruiker wanneer de globale waarde van de hem toebedeelde kavels naar verhouding ten minste 2 pct kleiner is dan de globale waarde van zijn vroegere kavels, met inachtneming van de waarde zowel van de gronden die uit het blok werden gesloten als van die welke later bij het blok werden gevoegd overeenkomstig de bepalingen van artikel 25, § 1, derde lid, evenals van de waarde van de aan het openbaar domein toe te wijzen of te onttrekken wegen, afwateringen en kunstwerken.

Art. 30.

De toewijzing van de kavels aan de eigenaars en de gebruikers geschiedt zoveel mogelijk derwijze dat de ruilverkaveling van de eigendom en die van het gebruik parallel verlopen en vermindering mee brengen van het aantal verpachters voor eenzelfde pachter. Het comité, na het advies van de commissie van advies te hebben gevraagd, kan, in het belang van de ruilverkaveling, aan de pachter een nieuwe verpachter toewijzen, ongeacht of de pachter op de gronden blijft die hij voordien in bedrijf had, dan wel of hem nieuwe gronden worden toegewezen.

Art. 31.

Indien wijzigingen moeten worden aangebracht aan de pacht, inzonderheid met betrekking tot de pacht prijs en de duur van de pacht, of nog met betrekking tot de vergoedingen die overeenkomstig de pachtwet verschuldigd zijn aan de pachters die de kosten voor aanplantingen, bouwwerken, en alle werken die noodzakelijk zijn voor de bewoonbaarheid van het gepachte goed of dienstig zijn voor de exploitatie van dat goed en stroken met de bestemming ervan, hebben gedragen, roept het Comité de belanghebbenden op en doet hun zodanige voorstellen dat zij ermee kunnen instemmen.

Wordt een overeenkomst bereikt, dan stelt het comité dit in een door de partijen ondertekend stuk vast; dit stuk vermeldt de termen van de overeenkomst zo de partijen erom verzoeken.

Wanneer de partijen geen overeenkomst bereiken, verzoekt het comité hen, bij een ter post aangetekende brief,

Si, dans un délai d'un mois à partir du jour de cette invitation, aucune des parties n'a saisi le juge, le comité peut, sur requête déposée en autant d'exemplaires qu'il y a de parties à appeler à la cause, saisir lui-même le juge. Celui-ci fixe la date de l'audience à laquelle le greffier convoque les parties par pli judiciaire, dans le délai ordinaire des citations. A la convocation est jointe une copie de la requête. Pour le surplus, les règles relatives à l'instance sont applicables.

Les dispositions des alinéas onze et douze de l'article 23 sont applicables à cette action en justice.

La décision du juge est annexée à l'acte de remembrement ou, éventuellement, à l'acte complémentaire de remembrement.

Dans l'élaboration des baux relatifs à des parcelles qui, par suite de remembrement, auront changé de bailleur ou de preneur, les parties et, à défaut d'accord, le juge, sont autorisés à déroger aux dispositions de la législation concernant la durée des baux à ferme; ils peuvent notamment assigner aux baux nouveaux une durée identique à celle du droit de bail existant relativement à d'autres parcelles exploitées par le même preneur, en vertu de baux consentis soit par le même bailleur, soit par d'autres bailleurs.

Art. 32.

Les règles de l'article 31 de la présente loi s'appliquent à l'emphytéose ainsi qu'aux droits de superficie, d'usage et d'habitation.

Art. 33.

Les droits de chasse ne sont pas affectés par les mutations survenant dans la propriété ou le droit d'exploitation de ceux qui les exercent ou qui les ont concédés : le nouveau propriétaire ou exploitant d'une parcelle est subrogé aux droits et obligations de celui qui avait concédé le droit de chasse sur ladite parcelle. Au cas où le droit de chasse était exercé à titre de propriétaire et où son titulaire a exprimé par lettre recommandée au comité son désir de continuer à chasser sur cette terre, les conditions du bail de chasse à établir sont déterminées de la manière prévue à l'article 31 sans que la durée de ce bail puisse dépasser neuf ans.

Art. 34.

Le comité dresse :

1° des tableaux indiquant :

a) par parcelle nouvelle, le nom du propriétaire, le nom de l'usufruitier, le nom de l'exploitant, les superficies dans chaque zone de valeur, la superficie globale et les valeurs correspondantes;

b) par ancienne parcelle et par nouvelle parcelle les indemnités pour plus-values et moins-values.

2° des tableaux indiquant, par propriétaire et par usufruitier, les parcelles qui lui sont attribuées, les superficies dans chaque zone de valeur, les superficies globales et les valeurs correspondantes, la soulte et les indemnités pour plus-values et moins-values;

het geschil voor de rechter te brengen. Indien binnen een maand, te rekenen van de dag van dat verzoek, geen van de partijen de zaak voor de rechter heeft gebracht, kan het comité, bij een verzoekschrift dat in zoveel exemplaren wordt ingediend als er terzake op te roepen partijen zijn, ze bij de rechter aanhangig maken. Deze bepaalt de datum van de terechtzitting waartoe de griffier bij gerechtsbrief de partijen binnen de gewone termijn van de dagvaarding oproept. Een afschrift van het verzoekschrift wordt bij de oproepingsbrief gevoegd. Voor het overige zijn de regels betreffende het geding van toepassing.

De bepalingen van het elfde en het twaalfde lid van artikel 23 zijn van toepassing op die rechtsvordering.

De rechterlijke beslissing wordt aan de ruilverkavelingsakte of, in voorkomend geval, aan de aanvullende ruilverkavelingsakte gehecht.

Bij het opmaken van pachtovereenkomsten voor kavels die tengevolge van ruilverkaveling op een andere verpachter of pachter zijn overgegaan, kunnen de partijen of, ingeval er geen overeenkomst wordt bereikt, de rechter afwijken van het bepaalde in de wetgeving met betrekking tot de duur van pachtovereenkomsten; zij kunnen namelijk voor de nieuwe huurcelen dezelfde duur bepalen als deze van het pachtrecht dat op andere door dezelfde pachter geëxploiteerde kavels bestaat, krachtens huurovereenkomsten gesloten door dezelfde verpachter of door andere verpachters.

Art. 32.

De regelen van artikel 31 van deze wet zijn van toepassing op de erfpacht, evenals op het opstal-, het gebruiks- en het bewoningsrecht.

Art. 33.

Het jachtrecht is niet begrepen in de rechten van eigendom of van gebruik die overgaan van hen die dit recht uitoefenen of afgestaan hebben; de nieuwe eigenaar of gebruiker van een kavel treedt in de rechten en verplichtingen van hem die het jachtrecht op bedoelde kavel had afgestaan. Werd het jachtrecht door de eigenaar zelf uitgeoefend en heeft deze bij aangetekende brief aan het comité zijn wens geuit om verder op die grond te blijven jagen, dan worden de pachtvoorwaarden van de jacht vastgesteld zoals bepaald in artikel 31, zonder dat de duur van die pacht langer kan zijn dan negen jaar.

Art. 34.

Het comité maakt op :

1° lijsten waarop zijn aangeduid :

a) met betrekking tot elke nieuwe kavel : de naam van de eigenaar, de naam van de vruchtgebruiker, de naam van de gebruiker, de oppervlakten in elke waardezone, de globale oppervlakte en de overeenstemmende waarden;

b) met betrekking tot elke vroegere kavel en tot elke nieuwe kavel de vergoedingen voor meer- en minderwaarden.

2° lijsten waarop met betrekking tot ieder eigenaar en ieder vruchtgebruiker zijn aangeduid : de hem toebedeelde kavels met de oppervlakten in elke waardezone, de globale oppervlakten en de overeenstemmende waarden, de opleg en vergoedingen voor meer- en minderwaarden;

3° des tableaux indiquant, par exploitant, les parcelles qui lui sont attribuées, les superficies dans chaque zone de valeur, les superficies globales, les valeurs correspondantes et l'indemnité pour perte de jouissance;

4° un plan parcellaire sur lequel figurent les anciennes parcelles affectées à des privilèges ou hypothèques ou faisant l'objet de commandements, saisies ou actions immobilières, ou de droit d'emphytéose, de superficie, d'usage ou d'habitation, et un plan de relotissement sur lequel figurent les nouvelles parcelles ou parties de nouvelles parcelles qui seront affectées à des privilèges et hypothèques ou qui feront l'objet de commandements, saisies ou actions immobilières ou de droit d'emphytéose, de superficie, d'usage ou d'habitation;

5° des tableaux mentionnant, par propriétaire et par usufruitier, les privilèges, hypothèques, commandements, saisies ou actions immobilières, et les droits d'emphytéose, de superficie, d'usage et d'habitation, avec indication des parcelles anciennes et des nouvelles parcelles ou parties de nouvelles parcelles qui s'y substituent.

Art. 35.

Les plans et tableaux prévus aux articles 26 et 34, 1°, 2° et 3°, sont soumis à enquête publique pendant trente jours à la maison communale de celle des communes sur le territoire de laquelle est située la partie du bloc qui est relativement la plus grande, ou au siège du comité. Les dispositions de l'article 6, alinéas deux et quatre, ainsi que les dispositions des articles 7 et 10 sont applicables à cette enquête. Toutefois les pièces relatives à l'enquête, accompagnées d'un certificat du collège des bourgmestre et échevins constatant l'accomplissement des formalités prescrites, sont communiquées au comité dans les quinze jours de la clôture de l'enquête.

A l'avis du dépôt notifié à chaque intéressé par lettre recommandée à la poste par les soins du comité, est joint un relevé de ses parcelles, avec indication de la superficie dans chaque zone de valeur, des superficies globales et des valeurs correspondantes, de la soulte, des indemnités pour plus-values et moins-values, et de l'indemnité pour perte de jouissance.

Après clôture de l'enquête, le comité examine les réclamations qu'elle a suscitées et statue à leur sujet après avoir demandé l'avis de la commission consultative. Lorsqu'il ne partage pas l'avis favorable de la commission consultative à propos d'une ou de plusieurs réclamations d'un intéressé, le comité convoque celui-ci pour l'entendre. Si l'intéressé ne comparaît pas, le comité peut décider sans autre délai.

Le comité arrête les plans et tableaux prévus aux 1°, 2° et 3° de l'article 34, et les dépose à son siège où tout intéressé est admis à en prendre connaissance pendant toute la durée des opérations, sur demande faite au président ou au secrétaire.

L'avis du dépôt est notifié aux propriétaires, usufruitiers et exploitants intéressés par lettre recommandée à la poste.

Art. 36.

Le comité invite, par lettre recommandée à la poste, les propriétaires et les titulaires de droits réels intéressés à prendre connaissance des plans et tableaux prévus à l'article 34, 4° et 5°.

Ces documents sont déposés pendant quinze jours au siège du comité.

3° lijsten waarop met betrekking tot ieder gebruiker zijn aangeduid : de hem toebedeelde kavels, de oppervlakten in elke waardezone, de globale oppervlakten, de overeenstemmende waarden en de vergoeding voor gebruiksverlies;

4° een kavelplan waarop de vroegere kavels voorkomen die met voorrechten, hypotheeken, bevelen, onroerende beslagen of vorderingen of met erfpacht, opstal-gebruiks- of bewoningsrecht zijn bezwaard, en een herverkavelingsplan waarop de nieuwe kavels of gedeelten van nieuwe kavels voorkomen die met die voorrechten, hypotheeken, bevelen, onroerende beslagen of vorderingen of met erfpacht-, opstal-, gebruiks- of bewoningsrecht zullen worden bezwaard;

5° lijsten waarop met betrekking tot ieder eigenaar en ieder vruchtgebruiker zijn aangeduid : de voorrechten, hypotheeken, bevelen, onroerende beslagen of vorderingen, de erfpacht-, opstal-, gebruiks- en bewoningsrechten, met vermelding van de vroegere kavels en de nieuwe of gedeelten van nieuwe kavels die in de plaats hiervan komen.

Art. 35.

De plannen en lijsten, vermeld in de artikelen 26 en 34, 1°, 2° en 3°, worden gedurende dertig dagen ter inzage neergelegd ten gemeentehuize van die gemeente waarin het betreffelijk grootste gedeelte van het blok is gelegen of ten zetel van het comité. De bepalingen van artikel 6, tweede en vierde lid, evenals de bepalingen van de artikelen 7 en 10 zijn van toepassing op dit onderzoek. De stukken, die betrekking hebben op dit onderzoek worden evenwel, samen met een getuigschrift van het college van burgemeester en schepenen, waarbij wordt vastgesteld dat de voorgeschreven formaliteiten werden vervuld, aan het comité medegedeeld binnen vijftien dagen na afsluiting van het onderzoek.

Bij de kennisgeving van de neerlegging, die door het comité aan ieder belanghebbende bij een ter post aangetekende brief wordt gestuurd, wordt een tabel van zijn kavels gevoegd, met vermelding van de oppervlakte in elke waardezone, de globale oppervlakten en de overeenstemmende waarden, de opleg, de vergoedingen voor meer- en minderwaarden en de vergoeding voor gebruiksverlies.

Nadat het onderzoek is afgesloten, onderzoekt het comité de gemaakte bezwaren en beslist dienaangaande, na het advies van de commissie van advies te hebben gevraagd. Is het comité het niet eens met het gunstig advies van de commissie van advies betreffende een of meer bezwaren van een belanghebbende, dan roept het deze op om hem te horen. Verschijnt de belanghebbende niet, dan kan het comité zonder verder uitstel beslissen.

Het comité stelt de in artikel 34, 1°, 2° en 3°, vermelde plannen en lijsten vast en legt deze neer ten zetel, waar ieder belanghebbende er tijdens de ganse duur van de verichtingen inzage kan van nemen op een aan de voorzitter of aan de secretaris gerichte aanvraag.

Van de neerlegging wordt aan de belanghebbende eigenaars, vruchtgebruikers en gebruikers bij een ter post aangetekende brief kennis gegeven.

Art. 36.

Bij een ter post aangetekende brief verzoekt het comité de belanghebbende eigenaars en houders van zakelijke rechten inzage te nemen van de plannen en lijsten vermeld in artikel 34, 4° en 5°.

Die stukken berusten gedurende vijftien dagen ten zetel van het comité.

Le comité dresse un procès-verbal destiné à recueillir les observations des intéressés, qui les contresignent. Les observations écrites reçues au cours de l'enquête sont mentionnées au procès-verbal et y demeurent annexées. A l'expiration du délai de quinze jours, l'enquête est clôturée.

Le comité examine les observations présentées, arrête les plans et tableaux, qu'il conserve à son siège.

La décision du comité est notifiée par lettre recommandée à la poste aux propriétaires de biens grevés et aux titulaires de droits réels intéressés. Ils sont admis à prendre connaissance des plans et tableaux sur demande faite au président ou au secrétaire.

Art. 37.

Lorsque les plans de relotissement et les tableaux ont été arrêtés, comme prévu aux articles 35 et 36, le comité procède au bornage définitif des nouvelles parcelles et charge le comité d'acquisition d'immeubles de la passation de l'acte de remembrement.

L'acte de remembrement contient :

1° la constatation des droits et obligations tels qu'ils découlent des plans, tableaux et conventions, mentionnés aux articles 19, 26, 27, 33, 34 et 40, alinéa trois.

2° les dates et les conditions de l'entrée en jouissance et de l'occupation des nouvelles parcelles; ces dates et conditions sont déterminées par le comité.

Les plans, tableaux et conventions visés à l'alinéa deux, 1°, ainsi que les conventions et décisions judiciaires visées aux articles 31 et 32 sont annexés à l'acte de remembrement.

Les dispositions des articles 12 et 13 de la loi du 10 octobre 1913 apportant des modifications à la loi hypothécaire sont applicables à l'acte de remembrement.

Le conservateur des hypothèques est dispensé de transcrire les documents annexés à l'acte de remembrement.

L'acte de remembrement et ses annexes sont conservés par le comité d'acquisition d'immeubles.

Art. 38.

L'acte de remembrement forme titre pour la propriété et les droits réels et de créance dont il règle le sort.

Après l'accomplissement des formalités hypothécaires, le comité d'acquisition d'immeubles délivre à chacun des intéressés un extrait conforme de l'acte de remembrement et de ses annexes. Les extraits délivrés aux exploitants qui occuperont les nouvelles parcelles sont revêtus de la formule exécutoire.

Art 39.

L'occupation des nouvelles parcelles se fait aux dates et conditions fixées dans l'acte de remembrement. Les droits et obligations du preneur sortant à l'égard du bailleur sont réglés conformément aux dispositions de la loi sur le bail à ferme.

En cas de désaccord, le comité, après avoir demandé l'avis de la commission consultative, s'efforce de concilier les parties, à la demande de l'une d'elles.

Het comité stelt een proces-verbaal waarin de door de belanghebbenden ondertekende bezwaren worden opgenomen. De tijdens het onderzoek ingediende schriftelijke bezwaren worden in het proces-verbaal vermeld en blijven er aan gehecht. Na het verstrijken van de termijn van vijftien dagen wordt het onderzoek afgesloten.

Het comité onderzoekt de ingediende bezwaren, stelt de plannen en de lijsten vast en bewaart deze ten zetel.

Van de beslissing van het comité wordt aan de eigenaars van bezwaarde goederen en de houders van zakelijke rechten bij een ter post aangetekende brief kennis gegeven. Zij kunnen van de plannen en lijsten inzage nemen op een aan de voorzitter of aan de secretaris gerichte aanvraag.

Art. 37.

Wanneer de herverkavelingsplannen en de lijsten zijn vastgesteld zoals vermeld in de artikelen 35 en 36, gaat het comité over tot de definitieve afpaling van de nieuwe kavels en belast het comité tot aankoop van onroerende goederen met het verlijden van de ruilverkavelingsakte.

De ruilverkavelingsakte omvat :

1° de vaststelling van de rechten en verplichtingen zoals deze voortvloeien uit de in de artikelen 19, 26, 27, 33, 34 en 40, derde lid, bedoelde plannen, lijsten en overeenkomsten.

2° de door het comité vastgestelde data en voorwaarden van ingenottreding en ingebruikneming van de nieuwe kavels.

De plannen, lijsten en overeenkomsten bedoeld in het tweede lid, 1°, evenals de overeenkomsten en rechterlijke beslissingen bedoeld in de artikelen 31 en 32 worden aan de ruilverkavelingsakte gehecht.

De bepalingen van de artikelen 12 en 13 van de wet van 10 oktober 1913 tot wijziging van de hypotheekwet zijn van toepassing op de ruilverkavelingsakte.

De hypotheekbewaarder wordt ontslagen van de overschrijving van de aan de ruilverkavelingsakte gehechte stukken.

De ruilverkavelingsakte en de bijlagen ervan worden bewaard door het comité tot aankoop van onroerende goederen.

Art. 38.

De ruilverkavelingsakte geldt als titel voor de eigendom, de zakelijke rechten en de schuldvorderingen welke er door worden geregeld.

Nadat de hypothecaire formaliteiten zijn vervuld, overhandigt het comité tot aankoop van onroerende goederen een eensluidend verklaard uittreksel uit de ruilverkavelingsakte en uit de bijlagen ervan aan elke belanghebbende. Op de uittreksels afgegeven aan de gebruikers die de nieuwe kavels in gebruik zullen nemen, komt het formulier van tenuitvoerlegging voor.

Art. 39.

De ingebruikneming van de nieuwe kavels heeft plaats op de tijdstippen en onder de voorwaarden bepaald in de ruilverkavelingsakte. De rechten en verplichtingen van de afgaande pachter tegenover de verpachter worden geregeld overeenkomstig de bepalingen van de pachtwet.

Wanneer de partijen geen overeenkomst bereiken, treedt het comité, na het advies van de commissie van advies te hebben gevraagd, op verzoek van een hunner bemiddelend op.

Art. 40.

Le comité après avoir demandé l'avis de la commission consultative, réparti sur les nouvelles parcelles, sur base de leur valeur, les frais d'exécution du remembrement qui ne sont pas supportés par l'Etat en vertu de l'article 47, ni éventuellement par les pouvoirs publics subordonnés ou par tout autre organisme.

Lorsque certaines parcelles profitent notablement plus ou notablement moins que d'autres des travaux réalisés à l'occasion du remembrement, tels les travaux d'amélioration foncière, la création de nouveaux chemins ou voies d'écoulement d'eau et d'autres améliorations rendues nécessaires par la restructuration foncière ou par la réorientation de la production, le comité en tient compte dans la répartition des frais.

Sous déduction des frais pris en charge par les pouvoirs publics ou par tout autre organisme, le coût des travaux visés à l'article 1^{er}, alinéa quatre, reste à charge des propriétaires, usufruitiers et preneurs, qui ont donné leur accord sur ces travaux. Cet accord est constaté par le comité dans un document signé par les parties, lequel reste annexé à l'acte de remembrement ou éventuellement à l'acte complémentaire de remembrement.

S'il est à prévoir que l'état des travaux ou le règlement de certains comptes litigieux risquent de retarder l'établissement du compte final, le comité peut, sur approbation du Ministre de l'Agriculture, comprendre dans les frais à répartir une provision pour frais à liquider.

Art. 41.

Le comité dresse :

1^o des tableaux indiquant, par nouvelle parcelle, la part contributive du propriétaire et de l'usufruitier dans les frais, visée à l'article 40, alinéas un et deux;

2^o des tableaux indiquant, par propriétaire et par usufruitier, sa part contributive dans les frais reprise au 1^o ci-dessus;

3^o des tableaux indiquant, par propriétaire, par usufruitier ou par preneur, les frais qui lui incombent pour le paiement des travaux visés à l'article 40, alinéa trois.

Art. 42.

Les tableaux prévus à l'article 41 sont soumis à enquête publique pendant trente jours à la maison communale de celle des communes sur le territoire de laquelle se trouve la partie du bloc qui est relativement la plus grande, ou au siège du comité. Les dispositions de l'article 6, alinéas deux et quatre, ainsi que les dispositions des articles 7 et 10 sont applicables à cette enquête. Toutefois, les pièces relatives à l'enquête, accompagnées d'un certificat du collègue des bourgmestre et échevins constatant l'accomplissement des formalités prescrites, sont communiquées au comité dans les quinze jours de la clôture de l'enquête.

A l'avis du dépôt adressé à chaque intéressé par lettre recommandée à la poste par les soins du comité, est joint un extrait des comptes qui le concernent, tels qu'ils figurent aux tableaux prévus à l'article 41.

Art. 40.

Het comité, na het advies van de commissie van advies te hebben gevraagd, verdeelt over de nieuwe kavels, volgens de waarde ervan, de kosten voor uitvoering van de ruilverkaveling, die noch door de Staat ingevolge artikel 47, noch eventueel door de ondergeschikte openbare besturen of door enig ander organisme ten laste zijn genomen.

Indien sommige kavels aanzienlijk meer of aanzienlijk minder dan andere voordeel halen uit de naar aanleiding van de ruilverkaveling uitgevoerde werken, zoals grondverbeteringswerken, aanleg van nieuwe wegen en waterlopen, en andere verbeteringen die noodzakelijk zijn geworden door de wijzigingen in de landinrichting of door de heroriëntering van de produktie, neemt het comité dit in aanmerking bij de kostenomslag.

Onder aftrek van de kosten die ten laste worden genomen door de openbare besturen of door enig ander organisme, blijven de kosten van de werken, bedoeld bij artikel 1, vierde lid, ten laste van de eigenaars, vruchtgebruikers en pachters die hun instemming hebben betuigd met die werken. Van die instemming wordt door het comité akte genomen in een stuk dat door de partijen wordt ondertekend en dat aan de ruilverkavelingsakte of eventueel aan de aanvullende ruilverkavelingsakte gehecht blijft.

Indien te verwachten is dat de stand van de werken of de regeling van sommige betwiste rekeningen het opmaken van de eindrekening zou kunnen vertragen, kan het comité met goedkeuring van de Minister van Landbouw, onder de kosten die zullen worden omgeslagen, een provisie voor te betalen kosten opnemen.

Art. 41.

Het comité maakt op :

1^o lijsten waarop, met betrekking tot elke nieuwe kavel, is aangeduid de bij artikel 40, eerste en tweede lid, bedoelde bijdrage, van de eigenaar en van de vruchtgebruiker in de kosten;

2^o lijsten waarop met betrekking tot ieder eigenaar en ieder vruchtgebruiker zijn aangeduid zijn onder 1^o vermelde bijdrage in de kosten;

3^o lijsten waarop met betrekking tot elke eigenaar, elke vruchtgebruiker of elke pachter, de kosten zijn aangeduid die te zijnen laste vallen voor de betaling van de werken als bedoeld bij artikel 40, derde lid.

Art. 42.

De lijsten bedoeld in artikel 41 worden gedurende dertig dagen ter inzage neergelegd ten gemeentehuize van die gemeente waarin het betrekkelijk grootste gedeelte van het blok is gelegen of ten zetel van het comité. De bepalingen van artikel 6, tweede en vierde lid, evenals de bepalingen van de artikelen 7 en 10 zijn op dit onderzoek van toepassing. De stukken betreffende het onderzoek worden evenwel, samen met een getuigenschrift van het college van burgemeester en schepenen waarbij wordt vastgesteld dat de voorgeschreven formaliteiten werden vervuld, aan het comité medegedeeld binnen vijftien dagen na afsluiting van het onderzoek.

Bij de kennisgeving van de neerlegging, die door het comité aan elke belanghebbende bij een ter post aangetekende brief wordt gestuurd, wordt een uittreksel gevoegd uit de rekeningen die hem aanbelangen, zoals die voorkomen op de bij artikel 41 bedoelde lijsten.

Après clôture de l'enquête, le comité examine les réclamations qu'elle a suscitées et statue à leur sujet après avoir demandé l'avis de la commission consultative. Lorsqu'il ne partage pas l'avis favorable de la commission consultative à propos d'une ou de plusieurs réclamations d'un intéressé, le comité convoque celui-ci pour entendre ses observations. Si l'intéressé ne comparaît pas, le comité peut décider sans autre délai.

Il arrête les tableaux et les dépose à son siège, où tout intéressé peut en prendre connaissance pendant la durée des opérations, sur demande faite au président ou au secrétaire.

L'avis du dépôt est notifié aux propriétaires, usufruitiers et preneurs intéressés, par lettre recommandée à la poste.

Art. 43.

§ 1. — Tout intéressé peut contester les superficies des nouvelles parcelles qui lui sont attribuées dans chaque zone de valeur, le calcul des valeurs globales et de la soulte qui en résulte, le montant des indemnités pour plus-values ou moins-values, ainsi que l'indemnité pour perte de jouissance.

Il peut également contester la part contributive dans les frais, mise à sa charge selon les dispositions de l'article 40, alinéas un et deux.

A peine de forclusion, l'intéressé ou son avocat adresse au juge une requête en nomination d'expert dans les trente jours de l'envoi de l'avis prévu à l'article 35, alinéa cinq, s'il s'agit d'un recours fondé sur le premier alinéa du présent article, ou dans les trente jours de l'envoi de l'avis prévu à l'article 42, alinéa cinq, s'il s'agit d'un recours fondé sur le deuxième alinéa du présent article.

La liste estampillée des lettres recommandées ou les récépissés de l'administration des postes, afférents aux notifications prévues respectivement aux articles 35, alinéa cinq et 42, alinéa cinq, sont déposés au greffe par le comité, au plus tard, le jour de l'expiration du délai pour l'introduction des requêtes.

Les dispositions des alinéas trois, quatre et six à douze de l'article 23 sont applicables aux actions en justice visées ci-dessus.

Si le juge estime les griefs fondés, il rectifie, selon le cas, la soulte, les indemnités pour plus-values ou moins-values, l'indemnité pour perte de jouissance ou le montant des frais mis à charge de l'intéressé; la différence fait partie des frais d'exécution du remembrement.

Lorsque le jugement est prononcé au moins trente jours avant la date fixée pour la passation de l'acte de remembrement, le comité apporte aux tableaux prévus à l'article 34, 1^o, 2^o et 3^o les corrections qui en découlent. Dans le cas contraire, il apporte ces corrections aux tableaux prévus à l'article 41, 1^o et 2^o, ainsi qu'aux documents établis sur base de l'article 44.

§ 2. — Tout intéressé peut contester le report des droits réels tels qu'ils ont été arrêtés conformément à l'article 36, alinéa quatre.

Pour introduire l'action, une citation à comparaître devant le juge est, à peine de forclusion, notifiée au comité dans les trente jours de l'envoi de l'avis prévu à l'article 36, alinéa cinq. La citation, à peine d'irrecevabilité, mentionne l'objet de l'action et contient un exposé succinct des moyens.

Nadat het onderzoek is afgesloten, onderzoekt het comité de daarbij gemaakte bezwaren en beslist dienaangaande, na het advies van de commissie van advies te hebben gevraagd. Is het comité het niet eens met het gunstig advies van de commissie van advies betreffende een of meer bezwaren van een belanghebbende, dan roept het deze op om zijn opmerkingen te horen. Verschijnt de belanghebbende niet, dan kan het comité zonder verder uitsel beslissen.

Het stelt de lijsten vast en legt die neer ten zetel, waar elke belanghebbende er kennis van kan nemen tijdens de duur van de verrichtingen, op een aan de voorzitter of aan de secretaris gerichte aanvraag.

Van die neerlegging wordt kennis gegeven aan de belanghebbende eigenaars, vruchtgebruikers en pachters bij een ter post aangetekende brief.

Art. 43.

§ 1. — Ieder belanghebbende kan de oppervlakten betwisten van de nieuwe kavels die hem in elke waardezone worden toegewezen, de berekening van de globale waarden en van de opleg die er uit voortspuit, het bedrag van de vergoedingen wegens meer- of minderwaarden evenals de vergoeding voor gebruiksverlies.

Kan eveneens door ieder belanghebbende worden betwist het aandeel in de kosten dat hem overeenkomstig de bepalingen van artikel 40, eerste en tweede lid, te laste wordt gelegd.

Op straffe van verval richt de betrokkene of zijn advocaat aan de rechter een verzoekschrift tot benoeming van een deskundige, binnen dertig dagen na de verzending van de bij artikel 35, vijfde lid, bepaalde kennisgeving, indien het gaat om een beroep dat steunt op het eerste lid van onderhavig artikel, of binnen dertig dagen na verzending van de bij artikel 42, vijfde lid bepaalde kennisgeving, indien het gaat om een beroep dat steunt op het tweede lid van onderhavig artikel.

De door de post afgestempelde lijst van de aangetekende brieven of afgiftebewijzen die getuigen van de onderscheidenlijk in artikel 35, vijfde lid, en in artikel 42, vijfde lid, bedoelde kennisgevingen, worden door het comité ter griffie neergelegd uiterlijk de dag waarop de termijn voor de indiening van de verzoekschriften verstrijkt.

De bepalingen van artikel 23, leden drie, vier en zes tot twaalf, zijn van toepassing op de hiervoren bedoelde rechtsvorderingen.

Oordeelt de rechter de bezwaren gegrond, dan verbetert hij, naargelang van het geval, de opleg, de vergoeding wegens meer- of minderwaarde, de vergoeding wegens gebruiksverlies of het bedrag van de ten laste van de betrokkene gelegde kosten; het verschil maakt deel uit van de uitvoeringskosten van de ruilverkaveling.

Wanneer het vonnis meer dan dertig dagen vóór de dag vastgesteld voor het verlijden van de ruilverkavelingsakte, is uitgesproken, brengt het comité aan de lijsten bepaald in artikel 34, 1^o, 2^o en 3^o, de verbeteringen aan die uit het vonnis voortvloeien. In het tegenovergestelde geval brengt hij die verbeteringen aan, aan de lijsten bepaald in artikel 41, 1^o en 2^o, evenals aan de dokumenten opgemaakt op grond van artikel 44.

§ 2. — Ieder belanghebbende kan de overdracht van de zakelijke rechten, zoals die werden bepaald overeenkomstig artikel 36, vierde lid, betwisten.

Om de rechtsvordering in te stellen, moet een dagvaarding om voor de rechter te verschijnen op straffe van verval aan het comité worden betekend binnen dertig dagen na verzending van het in artikel 36, vijfde lid, bepaalde bericht. De dagvaarding, op straffe van nietontvankelijkheid, vermeldt het voorwerp van de rechtsvordering en bevat een bondige uiteenzetting van de middelen.

A peine de déchéance, cette citation est notifiée au moins quinze jours d'avance.

Sont applicables à ces actions en justice, les dispositions des alinéas onze et douze de l'article 23, ainsi que les dispositions des alinéas sept à dix du même article au cas où le juge désigne un ou plusieurs experts.

Le juge détermine, s'il y a lieu, les nouvelles parcelles ou parties de nouvelles parcelles sur lesquelles les droits réels sont reportés; il peut ordonner à la partie demanderesse d'appeler à la cause toute personne intéressée qu'il désigne.

Lorsque le jugement est prononcé au moins trente jours avant la date fixée pour la passation de l'acte de remembrement, le comité apporte aux tableaux prévus à l'article 34, 4^o et 5^o, les corrections qui en découlent. Dans le cas contraire, le jugement est transcrit ou inscrit à la conservation des hypothèques, à la requête de la partie la plus diligente.

Art. 44.

Après le prononcé des jugements rendus à la suite des recours introduits sur base de l'article 43, § 1^{er}, le comité établit le compte de chaque intéressé ainsi que le solde créancier ou débiteur qui en résulte, compte tenu des dispositions relatives à la compensation légale.

Ce compte est constitué, pour les propriétaires et usufruitiers, par les montants de la soulte, des indemnités pour plus-values ou moins-values, ainsi que des frais visés à l'article 41, 2^o et 3^o, et pour les exploitants, par les montants de l'indemnité pour perte de jouissance, ainsi que des frais visés à l'article 41, 3^o.

Sans préjudice des dispositions de l'article 48 et de l'alinéa quatre du présent article, le comité verse à la Caisse des dépôts et consignations les sommes nécessaires au paiement des soldes dus aux propriétaires et aux usufruitiers et règle directement aux preneurs le montant du solde dont ils sont créanciers; il réclame aux propriétaires, aux usufruitiers et aux preneurs après la signature de l'acte complémentaire de remembrement, le montant du solde dont ils sont débiteurs, sous réserve des délais et conditions de paiement éventuellement consentis par la Société Nationale Terrienne, conformément à l'article 45, alinéa 1^{er}, 4^o.

Le Roi détermine le montant des sommes que les comités peuvent régler directement aux propriétaires et usufruitiers sans l'intervention de la Caisse des dépôts et consignations.

Le comité charge le comité d'acquisition d'immeubles de la passation de l'acte complémentaire de remembrement.

La Caisse des dépôts et consignations ne peut délivrer les fonds aux propriétaires et usufruitiers intéressés que sur la production d'un certificat délivré par le conservateur des hypothèques constatant, conformément à l'article 127 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851, qu'il n'existe point d'inscription ou de transcription relative aux biens attribués à ces propriétaires ou usufruitiers. »

Art. 45.

§ 1. — L'acte complémentaire de remembrement forme titre pour les droits et obligations dont il règle le sort. Il contient :

1^o le détail du compte de chaque intéressé, visé à l'article 44;

2^o la constatation des droits et obligations tels qu'ils découlent des conventions mentionnées à l'article 40, alinéa trois, pour autant qu'ils n'aient pas déjà été constatés dans l'acte de remembrement;

Op straffe van verval wordt die dagvaarding ten minste vijftien dagen vooraf betekend.

De bepalingen van artikel 23, leden elf en twaalf, evenals die van hetzelfde artikel, leden zeven tot tien, ingeval de rechter één of meer deskundigen aanstelt, zijn toepasselijk op die rechtsvorderingen.

De rechter bepaalt, in voorkomend geval, de nieuwe kavels of delen hiervan, waarop de zakelijke rechten worden overgedragen; hij kan aan de eisende partij bevelen ieder belanghebbende persoon die hij aanduidt, bij de zaak te roepen.

Wanneer het vonnis ten minste dertig dagen vóór de dag vastgesteld voor het verlijden van de ruilverkavelingsakte, is uitgesproken, brengt het comité op de plannen en lijsten bepaald in artikel 34, 4^o en 5^o, de verbeteringen aan die uit het vonnis voortvloeien. In het tegenovergestelde geval wordt het vonnis op verzoek van de meest gerede partij op de hypotheekbewaring overgeschreven of ingeschreven.

Art. 44.

Na de uitspraak van de vonnissen, gewezen op beroep ingediend op grond van artikel 43, § 1, maakt het comité, met inachtneming van de bepalingen betreffende de wettelijke schuldvergelijking, de rekening van ieder belanghebbende en stelt het batig of nadelig saldo vast dat er uit voortvloeit.

Die rekening omvat, voor de eigenaars en vruchtgebruikers de bedragen van de opleg, van de vergoedingen voor meer- of voor minderwaarden, evenals van de kosten bedoeld in artikel 41, 2^o en 3^o, en voor de gebruikers, de bedragen van de vergoeding voor gebruiksverlies, evenals van kosten bedoeld in artikel 41, 3^o.

Het comité, onverminderd de bepalingen van artikel 48 en van het vierde lid van onderhavig artikel, stort bij de Deposito- en consignatiekas de sommen nodig voor de uitkering van de saldo's die aan de eigenaars en vruchtgebruikers verschuldigd zijn, en betaalt rechtstreeks aan de pachters het bedrag van het hun verschuldigde saldo; het vordert van de eigenaars, vruchtgebruikers en pachters, na de ondertekening van de aanvullende ruilverkavelingsakte, het bedrag van het door hen verschuldigde saldo, behoudens de termijnen en voorwaarden van betaling die eventueel door de Nationale Landmaatschappij overeenkomstig artikel 45, eerste lid, 4^o, zijn verleend.

De Koning stelt het bedrag vast van de sommen die de comités zonder de tussenkomst van de Deposito- en consignatiekas, rechtstreeks aan de eigenaars en vruchtgebruikers mogen uitkeren.

Het comité belast het comité tot aankoop van onroerende goederen met het verlijden van de aanvullende akte van ruilverkaveling.

De Deposito- en consignatiekas mag de gelden aan de belanghebbende eigenaars of vruchtgebruikers niet ter hand stellen dan tegen overlegging van een door de hypotheekbewaarder afgegeven getuigschrift, dat overeenkomstig artikel 127 van de hypotheekwet van 16 december 1851 verklaart dat er voor de aan die eigenaars of vruchtgebruikers toebedeelde goederen geen inschrijving of overschrijving bestaat. »

Art. 45.

§ 1. — De aanvullende ruilverkavelingsakte geldt als titel voor de rechten en verplichtingen welke er door worden geregeld. Zij omvat :

1^o het detail van de rekening van ieder belanghebbende, bedoeld in artikel 44;

2^o de vaststelling van de rechten en verplichtingen zoals deze voortvloeien uit de overeenkomsten bepaald in artikel 40, derde lid, voor zover zij niet reeds in de ruilverkavelingsakte zijn vastgesteld;

3° la mention du certificat suivant lequel les fonds ont été versés à la Caisse des dépôts et consignations comme prévu à l'article 44, alinéa trois;

4° les conditions et délais de paiement consentis par la Société Nationale Terrienne pour les soldes débiteurs visés à l'article 44.

Les conventions visées à l'alinéa premier, 2°, ainsi que les conventions et décisions judiciaires visées aux articles 31 et 32, sont annexées à l'acte complémentaire de remembrement pour autant qu'elles ne l'aient pas déjà été à l'acte de remembrement.

Les dispositions des articles 12 et 13 de la loi du 10 octobre 1913 apportant des modifications à la loi hypothécaire, sont applicables à l'acte complémentaire de remembrement.

L'acte complémentaire de remembrement et ses annexes sont conservés par le comité d'acquisition d'immeubles.

Ensuite de l'acte complémentaire de remembrement, le comité de remembrement est crédité des soldes débiteurs visés à l'article 44.

§ 2. Pour sûreté du solde dû par un propriétaire ou un usufruitier à la Société Nationale Terrienne, et pour sûreté des intérêts et des frais d'exécution forcée éventuelle, une hypothèque est inscrite de plein droit en faveur de cette société, sauf renonciation de sa part, sur les biens attribués à ce propriétaire ou à cet usufruitier.

Toutefois, la Société Nationale Terrienne peut limiter cette inscription hypothécaire à une ou plusieurs nouvelles parcelles qu'elle détermine.

Sur requête du propriétaire ou de l'usufruitier, le juge peut néanmoins désigner tel bien dont il estime la valeur suffisante pour garantir la créance de la Société Nationale Terrienne.

Sans préjudice des dispositions de l'alinéa suivant, la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 est applicable aux inscriptions hypothécaires visées au présent paragraphe.

La radiation ou la réduction de l'inscription hypothécaire peut être opérée en vertu d'un acte passé devant le comité d'acquisition d'immeubles.

Art. 46.

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, le Roi décrète la dissolution du comité lorsque celui-ci a terminé ses opérations.

La liquidation des comptes est assurée par la Société Nationale Terrienne, qui succède aux droits et obligations du comité. Le solde final des comptes profite à l'Etat ou est à charge de celui-ci.

CHAPITRE IV.

Des frais d'exécution.

Art. 47.

Les frais d'exécution du remembrement, les frais d'administration du comité, y compris le cas échéant les indemnités accordées aux membres du comité et de la commission consultative, les frais et dépens visés aux articles 1017 et suivants du Code judiciaire incombant au comité, les frais de l'acte de remembrement et de l'acte complémentaire de remembrement, des formalités hypothécaires et du certificat de liberté hypothécaire pour le retrait des sommes versées à

3° de la mention du certificat suivant lequel les fonds ont été versés à la Caisse des dépôts et consignations comme prévu à l'article 44, alinéa trois;

4° de door de Nationale Landmaatschappij verleende voorwaarden en termijnen van betaling van de nadelige saldo's bedoeld in artikel 44.

De overeenkomsten bedoeld in het eerste lid, 2°, evenals de overeenkomsten en rechterlijke beslissingen bedoeld in de artikelen 31 en 32, zijn aan de aanvullende ruilverkavelingsakte gehecht, voor zover zij niet reeds aan de ruilverkavelingsakte zijn gehecht.

De bepalingen en de artikelen 12 en 13 van de wet van 10 oktober 1913 tot wijziging van de hypotheekwet zijn van toepassing op de aanvullende ruilverkavelingsakte.

De aanvullende ruilverkavelingsakte en de bijlage ervan worden bewaard door het comité tot aankoop van onroerende goederen.

Ten gevolge van de aanvullende ruilverkavelingsakte wordt het ruilverkavelingscomité gecrediteerd met de in artikel 44 bedoelde passiefsaldo's.

§ 2. Tot zekerheid van het door een eigenaar of vruchtgebruiker aan de Nationale Landmaatschappij verschuldigd saldo en tot zekerheid van de intresten en van de kosten van eventuele gedwongen uitvoering, wordt van rechtswege ten voordele van die Maatschappij, tenzij zij er afstand van doet, een hypotheek ingeschreven op de goederen welke aan die eigenaar of vruchtgebruiker werden toegewezen.

De Nationale Landmaatschappij mag die hypotheecaire inschrijving evenwel tot één of meer door haar aangeduide nieuwe kavels beperken.

Op verzoekschrift van de eigenaar of van de vruchtgebruiker mag de rechter nochtans een goed aanwijzen waarvan hij oordeelt dat de waarde toereikend is om de schuldverordering van de Nationale Landmaatschappij te waarborgen.

Onverminderd de bepalingen van het volgend lid, is de hypotheekwet van 16 december 1851 van toepassing op de in deze paragraaf bedoelde hypotheecaire inschrijvingen.

De doorhaling of de vermindering van de hypotheecaire inschrijving mag worden gedaan krachtens een akte die vóór het comité tot aankoop van onroerende goederen is verleden.

Art. 46.

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, kondigt de Koning de ontbinding van het comité af wanneer dit zijn werkzaamheden heeft beëindigd.

De Nationale Landmaatschappij staat in voor de vereffening van de rekeningen en treedt in de rechten en verplichtingen van het comité. Het eindsaldo van de rekeningen komt ten goede of ten laste van de Staat.

HOOFDSTUK IV.

Kosten van uitvoering.

Art. 47.

De kosten van uitvoering van de ruilverkaveling, de administratieve kosten van het comité, in voorkomend geval met inbegrip van de vergoedingen die aan de leden van het comité en van de commissie van advies worden toegekend, de uitgaven en kosten bedoeld bij de artikelen 1017 en volgende van het gerechtelijk Wetboek die het comité moet dragen, de kosten van de ruilverkavelingsakte en van de aanvullende ruilverkavelingsakte, de kosten van de hypothe-

la Caisse des dépôts et consignations, ainsi que les frais de bornage sont à charge de l'Etat.

Le Ministre de l'Agriculture détermine, en outre, la part d'intervention de l'Etat dans les dépenses pour les travaux prévus à l'article 1^{er}, alinéas trois et quatre.

Les dispositions réglementaires organisant la mise au travail des chômeurs sont applicables aux travaux que requiert l'exécution du remembrement.

Art. 48.

Toute somme due par le comité, par les propriétaires, par les usufruitiers ou par les preneurs n'est pas payée pour autant qu'elle ne dépasse pas un montant fixé par le Roi. La différence en plus ou en moins qui en résulte profite ou est à charge du comité.

CHAPITRE V.

Du report des droits réels et des baux à ferme.

Art. 49.

Par l'effet du remembrement, l'ensemble des nouvelles parcelles attribuées à un propriétaire est substitué à l'ensemble des anciennes parcelles de ce propriétaire.

L'usufruit relatif à l'ensemble des anciennes parcelles d'un propriétaire est reporté sur l'ensemble des nouvelles parcelles de ce propriétaire.

Les privilèges et hypothèques, les commandements et saisies, et les actions immobilières relatifs à l'ensemble des anciennes parcelles d'un propriétaire ou d'un usufruitier sont reportés sur l'ensemble des nouvelles parcelles et sur le solde qui est dû à ce propriétaire ou usufruitier.

Art. 50.

Lorsqu'un usufruit grève une ou certaines des anciennes parcelles d'un propriétaire, le comité détermine les nouvelles parcelles de ce propriétaire sur lesquelles ce droit est reporté.

Lorsque des privilèges et hypothèques, des commandements et saisies, et des actions immobilières grèvent une ancienne parcelle d'un propriétaire ou d'un usufruitier, le comité fixe pour ce propriétaire ou usufruitier la nouvelle parcelle ou partie de nouvelle parcelle et la partie du solde créateur, sur lesquelles ces droits sont reportés.

Art. 51.

Les dispositions des articles 49 et 50 concernant l'usufruit s'appliquent aux droits d'usage, d'habitation, de superficie et d'emphytéose.

Les droits qu'un preneur possède sur ses anciennes parcelles sont reportés sur ses nouvelles parcelles, compte tenu des dispositions de l'article 31.

Art. 52.

Lorsque des personnes possèdent sur des anciennes parcelles des droits dont il n'a pas été tenu compte dans l'acte de remembrement à la suite soit d'erreurs, d'inexactitudes ou d'omissions dans l'acte, soit de transmissions ou de con-

caire formalités et van het getuigschrift tot vaststelling dat de ophaling van de op de Depositio- en consignatiekas gestorte gelden vrij van hypotheeklasten geschiedt, evenals de kosten van afpaling, vallen ten laste van de Staat.

Bovendien bepaalt de Minister van Landbouw de bijdrage van de Staat in de uitgaven voor de in artikel 1, derde en vierde lid, vermelde werken.

De reglementering ter zake van tewerkstelling van werklozen is toepasselijk op de werken die voor de uitvoering van de ruilverkaveling zijn vereist.

Art. 48.

Elke door het comité, de eigenaars, de vruchtgebruikers of de pachters verschuldigde som wordt niet betaald wanneer het bedrag ervan kleiner is dan een door de Koning vastgesteld bedrag. Het verschil in meer of in min, dat hieruit voortvloeit, komt ten goede of ten laste van het comité.

HOOFDSTUK V.

Overgang van de zakelijke rechten en van de pachtvereenkomsten.

Art. 49.

Ten gevolge van de ruilverkaveling treedt het geheel van de nieuwe kavels, die aan een eigenaar worden toegewezen, in de plaats van het geheel van de vroegere kavels van die eigenaar.

Het vruchtgebruik, dat slaat op het geheel van de vroegere kavels van een eigenaar, gaat over op het geheel van de nieuwe kavels van die eigenaar.

De voorrechten en hypotheeken, de bevelen en beslagen, en de onroerende vorderingen betreffende het geheel van de vroegere kavels van een eigenaar of van een vruchtgebruiker gaan over op het geheel van de nieuwe kavels en op het aan die eigenaar of vruchtgebruiker verschuldigd saldo.

Art. 50.

Wanneer een vruchtgebruik één of sommige van de vroegere kavels van de eigenaar bezwaart, bepaalt het comité de nieuwe kavels van die eigenaar waarop dit recht overgaat.

Wanneer voorrechten en hypotheeken, bevelen en beslagen, en onroerende vorderingen een vroegere kavel van een eigenaar of van een vruchtgebruiker bezwaren, bepaalt het comité ten aanzien van deze eigenaar of vruchtgebruiker de nieuwe kavel of het gedeelte van nieuwe kavel, en het gedeelte van het batig saldo, waarop die rechten overgaan.

Art. 51.

De bepalingen van de artikelen 49 en 50 betreffende het vruchtgebruik zijn van toepassing op het gebruiks-, bewonings-, opstal- en erfpachtrecht.

De rechten die een pachter op zijn vroegere kavels bezit, worden op zijn nieuwe kavels overgedragen rekening houdend met de bepalingen van artikel 31.

Art. 52.

Wanneer personen op vroegere kavels rechten bezitten waarmede in de ruilverkavelingsakte geen rekening is gehouden ten gevolge ofwel van vergissingen, onnauwkeurigheden of weglatingen in de akte, ofwel van overdrachten

stitutions de droits antérieures à la date de sa transcription, soit encore d'annulations, de résiliations ou de révocations de droits, le juge, à la demande des intéressés, détermine les nouvelles parcelles ou les parties de nouvelles parcelles sur lesquelles ces droits sont reportés. Dans ce cas, s'il y a lieu, le juge peut, d'office ou sur requête, les intéressés convoqués, reviser les soldes débiteurs ou créditeurs, ainsi que les droits et obligations avec les conditions et délais de paiement qui en résultent.

Sauf comparution volontaire des parties, l'action peut être introduite par voie de requête, déposée au greffe ou adressée au juge sous pli recommandé, en autant d'exemplaires qu'il y a de parties à appeler à la cause. Le juge fixe une audience à laquelle le greffier convoque les parties par pli judiciaire, dans le délai ordinaire des citations; une copie de la requête est jointe à la convocation. En cours d'instance, le juge peut, soit d'office, soit sur requête verbale ou écrite d'une des parties, appeler à la cause, par pli judiciaire, toutes personnes intéressées. Pour le surplus, les règles relatives à l'instance sont applicables.

Les décisions du juge sont, s'il y a lieu, transcrites ou inscrites à la conservation des hypothèques, à la requête de la partie la plus diligente.

En cas d'accord sur les objets de litige visés à l'alinéa premier, le comité d'acquisition d'immeubles peut, à la demande des parties intéressées, passer acte de cet accord.

Art. 53.

L'acte de remembrement sort ses effets et est opposable aux tiers à dater de sa transcription au bureau de la conservation des hypothèques dans le ressort duquel sont situés les biens. Le conservateur des hypothèques opère d'office l'émargement des privilèges et hypothèques, des commandements et saisies et des actions immobilières, ainsi que des droits d'emphytéose, de superficie, d'usage ou d'habitation qui sont reportés, selon les indications fournies par le comité d'acquisition d'immeubles.

Si les nouvelles parcelles sont situées dans un ressort hypothécaire autre que celui où sont situées les anciennes parcelles, le comité d'acquisition d'immeubles fait transcrire l'acte de remembrement aux différents bureaux le même jour. Dans ce cas, les transcriptions et inscriptions relatives aux anciennes parcelles et qui publient un droit ou une action qui sont reportés, sont publiées par transcription intégrale, avec les mentions dont elles sont émargées, dans les registres de la conservation des hypothèques dans le ressort de laquelle sont situées les nouvelles parcelles. Le comité d'acquisition d'immeubles produit, à cet effet, une copie de la transcription ou de l'inscription et de leurs émargements, remise par le conservateur du ressort où sont situées les anciennes parcelles.

CHAPITRE VI.

Dispositions transitoires.

Art. 54.

Les comités de remembrement institués sous l'empire de la loi du 25 juin 1956 appliquent immédiatement les dispo-

of vestigingen van rechten vóór de datum van de overschrijving van de akte of nog van vernietigingen, verbrekingsen of herroepingen van rechten, bepaalt de rechter, op verzoek van de belanghebbenden, op welke nieuwe kavels of gedeelten ervan deze rechten overgaan. In dat geval kan de rechter, ambtshalve of op verzoek, na de belanghebbenden te hebben opgeroepen, de nadelige of batige saldi herzien evenals de rechten en verplichtingen, met de voorwaarden en termijnen van betaling, die er uit voortvloeien.

Behalve wanneer de partijen vrijwillig verschijnen, kan de vordering worden ingeleid bij verzoekschrift, ingediend ter griffie of bij aangetekende brief gericht aan de rechter, in zoveel exemplaren als er ter zake op te roepen partijen zijn. De rechter bepaalt een terechtzitting waartoe de griffier de partijen binnen de gewone termijn van dagvaarding bij gerechtsbrief oproept; een afschrift van het verzoekschrift wordt bij de oproepingsbrief gevoegd. Gedurende het geding kan de rechter, ambtshalve of op mondeling of schriftelijk verzoek van een der partijen, alle belanghebbende personen, bij gerechtsbrief oproepen. Voor het overige zijn de regels betreffende het geding van toepassing.

De rechterlijke beslissingen worden, zo hiervoor verplichting bestaat, op verzoek van de meest gerede partij, op de hypotheekbewaring overgeschreven of ingeschreven.

Ingeval er een overeenkomst wordt bereikt omtrent de onderwerpen van betwisting bedoeld in het eerste lid, kan het comité tot aankoop van onroerende goederen, op aanvraag van de belanghebbende partijen, die overeenkomst bij akte vastleggen.

Art. 53.

De ruilverkavelingsakte wordt van kracht en kan aan derden worden tegengeworpen vanaf de dag van de overschrijving ervan op het kantoor voor bewaring van hypotheken in het ambtsgebied waarvan de goederen zijn gelegen. De hypotheekbewaarder gaat ambtshalve over tot de kanttekening van de voorrechten en hypotheken, van de bevelen, beslagen en onroerende vorderingen, evenals van de erfpacht-, opstal-, gebruiks- en bewoningsrechten die overgaan, volgens de door het comité tot aankoop van onroerende goederen verstrekte aanwijzingen.

Wanneer de nieuwe kavels zijn gelegen in een ander hypothecair ambtsgebied dan dat van de vroegere kavels, laat het comité tot aankoop van onroerende goederen de ruilverkavelingsakte dezelfde dag overschrijven in de verschillende kantoren. In dat geval worden de overschrijvingen en inschrijvingen waardoor een overgedragen recht of een vordering slaande op de vroegere kavels bekend zijn gemaakt, bij volledige overschrijving, met de vermeldingen waarmede zij zijn gekanttekend, in de registers van het hypotheekkantoor van het ambtsgebied waar de nieuwe kavels zijn gelegen, bekend gemaakt. Daartoe legt het comité tot aankoop van onroerende goederen een afschrift over van de overschrijving of van de inschrijving en hun kanttekeningen dat door de bewaarder van het ambtsgebied waarin de vroegere kavels zijn gelegen, wordt afgeleverd.

HOOFDSTUK VI.

Overgangsbepalingen.

Art. 54.

De ruilverkavelingscomités, ingesteld krachtens de wet van 25 juni 1956, passen, in de mate waarin het nog moge-

sitions de la présente loi, dans toute la mesure où cela est encore possible, aux opérations de remembrement en cours au moment de sa mise en vigueur.

Dans le cas où l'enquête prévue à l'article 34 de la loi du 25 juin 1956 a eu lieu sans que l'acte de remembrement soit passé, le comité de remembrement peut, quel que soit l'état de la procédure, reprendre les opérations à partir de cette enquête, selon les dispositions de la présente loi.

Après l'entrée en vigueur de la présente loi, les comités de remembrement pourront être institués conformément aux nouvelles dispositions, même dans le cas où des membres auraient été préalablement désignés par les propriétaires et usufruitiers et par les exploitants au cours d'une assemblée générale tenue en vertu de l'article 11 de la loi du 25 juin 1956.

Sauf lorsque les enquêtes prévues aux articles 34 et 35 de la loi du 25 juin 1956 sont clôturées et les documents arrêtés par le comité, le Ministre de l'Agriculture complètera la commission consultative existante conformément aux dispositions de la présente loi, ou instituera une commission consultative s'il avait accordé une dispense sur base de l'article 15 de la loi du 25 juin 1956. Dans ces cas, et par dérogation à l'article 15 de la présente loi, les propriétaires, usufruitiers et exploitants désignés au cours d'une assemblée générale tenue conformément à l'article 11 de la loi du 25 juin 1956 feront partie de plein droit de la commission consultative instituée ou à instituer, en qualité de membres effectifs ou de membres suppléants selon qu'ils étaient membres effectifs ou suppléants du comité.

Les dispositions des articles 21 et 36 de la loi du 25 juin 1956 demeurent applicables aux procédures en justice, même entamées après l'entrée en vigueur de la présente loi, pour autant que la notification du dépôt des documents, prévue au dernier alinéa des articles 20, 34 et 35 de la loi du 25 juin 1956, ait été faite aux intéressés avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

CHAPITRE VII.

Dispositions finales.

Art. 55.

Dans l'intitulé et dans les dispositions de l'arrêté royal n° 120 du 27 février 1935 instituant une Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne, tel qu'il a été modifié ultérieurement, les mots « Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne » sont remplacés par les mots « Société Nationale Terrienne » (S. N. T.).

De même, l'appellation « Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne » est remplacée par l'appellation « Société Nationale Terrienne » dans toutes les lois où elle est employée.

Art. 56.

§ 1. — Dans le but de contribuer à l'amélioration des structures agraires, la Société Nationale Terrienne peut acquérir le droit de propriété ou d'occupation de biens ruraux situés dans les zones expressément désignées par le Ministre de l'Agriculture comme étant susceptibles d'être remembrées.

liik is, de bepalingen van deze wet onmiddellijk toe op de ruilverkavelingsverrichtingen die aan de gang zijn op het ogenblik dat deze in werking treedt.

Wanneer het onderzoek, vermeld in artikel 34 van de wet van 25 juni 1956, reeds plaats heeft gehad, maar de ruilverkavelingsakte nog niet is verleden, kan het comité, ongeacht de stand van de procedure, de verrichtingen hervatten vanaf bedoeld onderzoek, volgens de bepalingen van deze wet.

Na de inwerkingtreding van deze wet, kunnen de ruilverkavelingscomités worden ingesteld overeenkomstig de nieuwe bepalingen, zelfs wanneer reeds voordien leden werden aangewezen door de eigenaars en vruchtgebruikers en door de gebruikers op een algemene vergadering die op grond van artikel 11 van de wet van 25 juni 1956 werd gehouden.

Behoudens in het geval dat de onderzoeken vermeld bij de artikelen 34 en 35 van de wet van 25 juni 1956 afgesloten en de stukken door het comité vastgesteld zijn, vult de Minister van Landbouw de commissie van advies aan overeenkomstig de bepalingen van deze wet of richt hij een commissie van advies op, wanneer hij op grond van artikel 15 van de wet van 25 juni 1956, een vrijstelling had verleend. In de voormelde gevallen en in afwijking van artikel 15 van deze wet worden de eigenaars, vruchtgebruikers en gebruikers, aangewezen bij een krachtens artikel 11 van de wet van 25 juni 1956 gehouden algemene vergadering, van rechtswege lid van de opgerichte of op te richten commissie van advies, als werkende of plaatsvervangende leden, naargelang zij werkend of plaatsvervangend lid van het comité waren.

De bepalingen van de artikelen 21 en 36 van de wet van 25 juni 1956 blijven van toepassing op de rechtsgedingen, ook wanneer die na de inwerkingtreding van deze wet ahangig zijn gemaakt, voor zover van de neerlegging van de stukken, waarvan sprake in het laatste lid van de artikelen 20, 34 en 35 van de wet van 25 juni 1956, aan de belanghebbenden vóór de inwerkingtreding van deze wet kennis werd gegeven.

HOOFDSTUK VII.

Slotbepalingen.

Art. 55.

In het opschrift en in de bepalingen van het koninklijk besluit n° 120 van 27 februari 1935 waarbij een Nationale Maatschappij voor de Kleine Landeigendom wordt opgericht, zoals dit besluit achteraf is gewijzigd, worden de woorden « Nationale Maatschappij voor de Kleine Landeigendom » vervangen door de woorden « Nationale Landmaatschappij » (N. L. M.).

Evenzo wordt de benaming « Nationale Maatschappij voor de Kleine Landeigendom », in alle wetten waarin zij voorkomt, vervangen door de benaming « Nationale Landmaatschappij ».

Art. 56.

§ 1. — Ten einde bij te dragen tot de verbetering van de agrarische structuur, kan de Nationale Landmaatschappij het eigendoms- of gebruiksrecht verwerven van landeigendommen gelegen in de zones, die door de Minister van Landbouw uitdrukkelijk worden aangewezen als vatbaar voor ruilverkaveling.

§ 2. — 1. — Un droit de préemption est attribué à la Société Nationale Terrienne lors de la vente des biens ruraux visés au § 1^{er}, sauf :

1° lorsque le preneur exerce son droit de préemption conformément à la loi sur le bail à ferme;

2° en cas de vente au conjoint du propriétaire ou d'un des copropriétaires, à leurs descendants, ou enfants adoptifs, ou aux descendants ou enfants adoptifs de leur conjoint, pour autant qu'ils achètent pour leur propre compte;

3° en cas de vente à un copropriétaire d'une quote-part dans la propriété du bien;

4° lorsque le bien fait l'objet d'une promesse de vente qui a date certaine antérieure à la publication au *Moniteur belge* d'un arrêté pris par le Ministre de l'Agriculture sur base, soit de l'article 4, soit du § 1^{er} du présent article, pour autant que cette promesse soit acceptée par son bénéficiaire.

2. — En cas de vente de gré à gré, l'offre fait au preneur pour lui permettre d'exercer son droit de préemption doit être faite simultanément à la Société Nationale Terrienne, qui peut l'accepter au plus tard dans le mois qui suit le délai dont disposait le preneur pour accepter l'offre qui lui était faite. S'il s'agit de biens ruraux sur lesquels le preneur ne jouit pas du droit de préemption, l'offre doit être notifiée directement à la Société Nationale Terrienne, qui peut l'accepter dans les deux mois de sa notification.

Si l'offre n'est pas acceptée par la Société Nationale Terrienne dans le susdit délai, aucune vente de gré à gré ne peut être consentie par le propriétaire à un autre que le preneur, à un prix inférieur ou à des conditions plus favorables, sans l'accord de la Société Nationale Terrienne.

Après un délai d'un an à dater de l'offre, le bien ne peut être vendu de gré à gré, même dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, sans qu'une nouvelle offre soit faite à la Société Nationale Terrienne.

L'officier instrumentant qui passe un acte de vente de gré à gré à une personne autre que le preneur est tenu de notifier à la Société Nationale Terrienne le prix et les conditions de la vente, dans le mois de l'enregistrement.

3. — En cas de vente publique, l'officier instrumentant est tenu de notifier à la Société Nationale Terrienne, au moins trente jours d'avance, les lieu, jour et heure de la vente. Après avoir demandé à la fin des enchères au preneur s'il désire exercer son droit de préemption au prix de la dernière offre, et en cas de refus, d'absence ou de silence de celui-ci, l'officier instrumentant doit, avant l'adjudication, poser publiquement la même question au délégué de la Société Nationale Terrienne. S'il s'agit de biens ruraux sur lesquels le preneur ne jouit pas du droit de préemption, la demande susvisée doit être adressée directement au délégué de la Société Nationale Terrienne. En cas de refus, d'absence ou de silence de ce dernier, la vente se poursuit.

En cas de revente par suite de surenchère, la même notification doit être faite à la Société Nationale Terrienne

§ 2. — 1. — Een recht van voorkoop wordt aan de Nationale Landmaatschappij toegekend in geval van verkoop van landeigendommen bedoeld bij § 1, uitgezonderd :

1° wanneer de pachter zijn recht van voorkoop overeenkomstig de pachtwet uitoefent;

2° in geval van verkoop aan de echtgenoot van de eigenaar of van een van de medeëigenaars, aan hun afstammelingen of aangenomen kinderen, of aan de afstammelingen of aangenomen kinderen van hun echtgenoot, voor zover zij voor eigen rekening kopen;

3° in geval van verkoop aan een medeëigenaar van een aandeel in de eigendom van het goed;

4° wanneer het goed het voorwerp uitmaakt van een verkoopbelofte die een vaste dagtekening heeft gekregen vóór de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, van een besluit door de Minister van Landbouw genomen op grond ofwel van artikel 4, ofwel van § 1 van onderhavig artikel, voor zover die belofte is aanvaard door diegene aan wie zij is gedaan.

2. — Bij verkoop uit de hand dient het aanbod dat aan de pachter wordt gedaan ten einde hem toe te laten zijn voorkooprecht uit te oefenen tegelijkertijd aan de Nationale Landmaatschappij te worden gedaan, die het kan aanvaarden, uiterlijk binnen de maand na de termijn, waarover de pachter beschikte om het hem gedane aanbod te aanvaarden. Betreft het landeigendommen ten aanzien waarvan de pachter geen voorkooprecht geniet, dan dient het aanbod rechtstreeks aan de Nationale Maatschappij voor de Landeigendom te worden gericht, die het kan aanvaarden binnen twee maanden na de kennisgeving.

Is het aanbod door de Nationale Landmaatschappij binnen die termijn niet aanvaard, dan mag de eigenaar het goed niet uit de hand verkopen tegen een lagere prijs en gunstiger voorwaarden aan een ander dan de pachter verkopen zonder instemming van de Nationale Landmaatschappij.

Na verloop van één jaar na het aanbod mag het goed niet uit de hand worden verkocht, zelfs niet tegen de in het voorgaande lid bepaalde voorwaarden, zonder dat aan de Nationale Landmaatschappij een nieuw aanbod wordt gedaan.

De instrumenterende ambtenaar voor wie een akte van verkoop uit de hand aan een ander persoon dan de pachter wordt verleden, moet van de prijs en van de voorwaarden van de verkoop aan de Nationale Landmaatschappij kennis geven binnen één maand na de registratie.

3. — Bij openbare verkoop is de instrumenterende ambtenaar verplicht ten minste dertig dagen vooraf aan de Nationale Landmaatschappij kennis te geven van plaats, dag en uur van verkoop. Na op het einde van de opbieding aan de pachter te hebben gevraagd of hij zijn recht van voorkoop wenst uit te oefenen tegen de laatst geboden prijs en bij weigering, afwezigheid of stilzwijgen van deze dient de instrumentele ambtenaar vóór de toewijzing in het openbaar dezelfde vraag te stellen aan de gemachtigde van de Nationale Landmaatschappij. Indien het landeigendommen betreft, waarop door de pachter geen recht van voorkoop kan worden uitgeoefend, dient bovenbedoelde vraag rechtstreeks aan de gemachtigde van de Nationale Landmaatschappij te worden gesteld. In geval van weigering, afwezigheid of stilzwijgen van de gemachtigde van de Nationale Maatschappij, wordt de verkoop voortgezet.

In geval van herverkoop ten gevolge van de uitoefening van het recht van hoger bod, moet dezelfde kennisgeving

huit jours à l'avance au moins, et la même question doit lui être posée publiquement à la séance de surenchère.

4. — En cas de vente faite en méconnaissance du droit de préemption de la Société Nationale Terrienne, celle-ci peut exiger, soit d'être subrogée à l'acquéreur, soit de recevoir du vendeur le versement d'une indemnité s'élevant à 20 p.c. du prix de vente. Les dispositions de la loi sur le bail à ferme relatives à la méconnaissance du droit de préemption du preneur sont d'application à la méconnaissance du droit de préemption de la Société Nationale Terrienne.

5. — Les notifications prévues au présent article doivent, à peine d'inexistence, être signifiées par exploit d'huissier de justice ou par lettre recommandée à la poste.

6. — Le Ministre de l'Agriculture détermine les zones dans lesquelles la Société Nationale Terrienne ne peut plus exercer le droit de préemption, visé au présent paragraphe.

Art. 57.

Les comités peuvent disposer des droits de propriété et d'occupation des biens que la Société Nationale Terrienne possède dans le bloc, moyennant attribution de la soulte prévue à l'article 28, alinéa deux.

En vue de mettre tout ou partie des biens en question à la disposition du comité de remembrement, la Société Nationale Terrienne peut, à tout moment, quelle que soit la période de bail en cours, donner congé avec un préavis de deux ans au moins, notifié, à peine d'inexistence, par lettre recommandée à la poste ou par exploit d'huissier de justice. Le preneur peut, dans le mois de la notification du préavis, contester celui-ci devant le juge, ce délai étant prescrit à peine d'irrecevabilité.

Art. 58.

Les notifications prévues aux articles 6, alinéa trois, 18, alinéa premier, 21, alinéa deux, 22, alinéa trois, 31, alinéa trois, 35, alinéas deux et cinq, 36, alinéas premier et cinq, et 42, alinéas deux et cinq, sont, nonobstant toute preuve contraire, présumées accomplies cinq jours après celui de la remise du pli recommandé à la poste.

Art. 59.

La loi du 25 juin 1956 sur le remembrement légal de biens ruraux est abrogée. Toutefois, les modifications apportées au Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe et au Code des droits de timbre par les articles 47, 48, 49 et 50 de la même loi sont maintenues dans ces Codes.

Les mots « les comités de remembrement » sont supprimés dans les articles 10, 12 et 14 de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables.

Bruxelles, le 25 mars 1970.

Le Président de la Chambre des Représentants,

A. VAN ACKER.

Les Secrétaires,

E. CHARPENTIER,

M. GROESSER-SCHROYENS.

ten minste acht dagen te voren aan de Nationale Landmaatschappij worden gedaan en moet haar op de zitting van wederverkoop dezelfde vraag in het openbaar worden gesteld.

4. — In geval van verkoop met miskenning van het recht van voorkoop van de Nationale Landmaatschappij, heeft deze het recht, ofwel in de plaats te worden gesteld van de koper, ofwel van de verkoper een schadevergoeding te eisen ten bedrage van 20 pct van de verkoopprijs. De bepalingen van de pachtwet betreffende de miskenning van het recht van voorkoop van de pachter zijn van toepassing op de miskenning van het recht van voorkoop van de Nationale Landmaatschappij.

5. — De in dit artikel bepaalde kennisgevingen moeten, op straffe van niet-bestaan, bij gerechtsdeurwaarder of bij ter post aangetekende brief worden betekend.

6. — De Minister van Landbouw bepaalt de zones waarin de Nationale Landmaatschappij het in onderhavige paragraaf bedoelde recht van voorkoop niet meer mag uitoefenen.

Art. 57.

De comités kunnen, mits zij haar de in artikel 28, tweede lid bedoelde opleg toekennen, beschikken over de eigendoms- en gebruiksrechten van de goederen die de Nationale Landmaatschappij bezit in het blok.

Ten einde die goederen geheel of gedeeltelijk ter beschikking van het ruilverkavelingscomité te stellen, kan de Nationale Landmaatschappij, op elk ogenblik en welke ook de lopende pachtperiode zij opzegging geven met een opzeggingstermijn van ten minste twee jaar, welke op straffe van niet-bestaan bij aangetekend schrijven of bij gerechtsdeurwaarderexploot moet worden betekend. De pachter kan, deze opzegging voor de rechter betwisten binnen de maand na de betekening ervan: die termijn is voorgeschreven op straffe van niet-ontvankelijk verklaring.

Art. 58.

De kennisgevingen bedoeld in de artikelen 6, derde lid, 18, eerste lid, 21, tweede lid, 22, derde lid, 31, derde lid, 35, tweede en vijfde lid, 36, eerste en vijfde lid, en 42, tweede en vijfde lid, worden, ondanks bewijs van het tegendeel, geacht te zijn geschied vijf dagen na de afgifte ter post van de aangetekende brief.

Art. 59.

De wet van 25 juni 1956 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet is opgeheven. De bij artikelen 47, 48, 49 en 50 van dezelfde wet in het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten en in het Wetboek der zegelrechten aangebrachte wijzigingen blijven in deze Wetboeken gehandhaafd.

In de artikelen 10, 12 en 14 van de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen wordt het woord « ruilverkavelingscomités » geschrapt.

Brussel, 25 maart 1970.

De Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers,

A. VAN ACKER.

De Secretarissen,

E. CHARPENTIER,

M. GROESSER-SCHROYENS.